

MANIFESTATION LE 1^{er} MAI,
AU PÈRE-LACHAISE, À 10 HEURES

ISSN 0026-9433



le monde
Libertaire

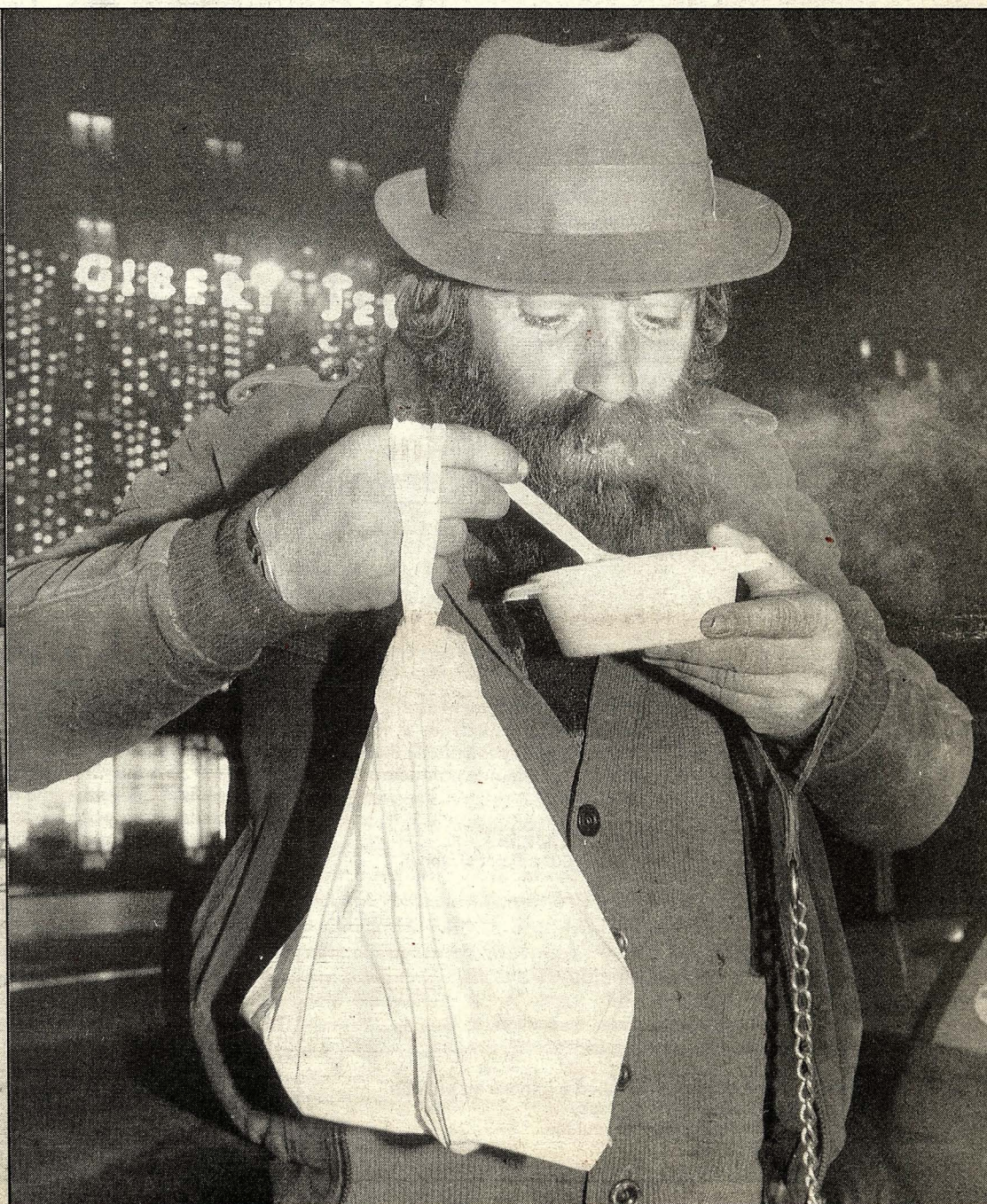
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°749 JEUDI 27 AVRIL 1989 10,00 F

**200 ANS
D'HYPOCRISIE...**

**LA FIN DES PRIVILEGES,
C'EST POUR QUAND ?**



communiqués

• BÉZIERS

Si vous désirez prendre contact avec le mouvement libertaire biterrois, passez le vendredi entre 15 h et 18 h sur les allées P. Riquet, à Béziers. Des militants y tiennent un stand de journaux, livres, cassettes... Ou prenez contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• BORDEAUX

L'union locale de la Fédération anarchiste de Bordeaux appelle l'ensemble du mouvement libertaire et ses sympathisants de Bordeaux et de la région à se joindre à son cortège pour la manifestation du 1^{er} mai. Rendez-vous place Jean-Jaurès à 9 heures à Bordeaux, le lundi 1^{er} mai 1989.

éditions

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le n° 19 d'« Alternative libertaire 49 », journal réalisé par le groupe d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres ou s'abonner (35 F, chèques à l'ordre d'ADEIR, 8, rue Buffon, 49000 Angers).

ALTERNATIVE LIBERTAIRE
JOURNAL RÉVISÉ PAR LA FÉDÉRATION ANARCHISTE DE BORDEAUX ET LOIRE
1 rue Buffon ANGERS 49000

NICARAGUA 89



TE MOIGNAGE n°19
p 3 à p 5

• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.



liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 10^e, 11^e, 12^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — Hauts-de-Seine : Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — Seine-Saint-Denis : Sevran-Bondy, Saint-Denis — Val-de-Marne : Créteil, Arcueil — Val-d'Oise : Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

Aisnes : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Rochefort/Marennes — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Grenoble, Bourgoin-Jallieu — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Thionville, Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Scherwiller — Rhône : Lyon — Seine-Maritime : Rouen, Le Havre — Somme : Amiens — Var : Toulon — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.

LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — Alpes-Maritimes : Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : liaison des Ardennes — Aveyron : Sainte-Affrique — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Eure : Evreux — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Jura : liaison Jura — Loir-et-Cher : Blois — Loire-Atlantique : Saint-Nazaire — Morbihan : Lorient — Nord : Douai — Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand — Pyrénées-Atlantiques : Pau — Bas-Rhin : liaison Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Haute-Savoie : Annecy — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Solliès-Pont, Hyères, La Seynes-sur-Mer — Vosges : Saint-Dié, Sémonon.

éditions

• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI^e de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).



• AFFICHE

Le groupe de Sevran-Bondy a édité une affiche de propagande pour la librairie du Monde libertaire. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité, et de 1,20 F au-dessus de 10 exemplaires.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander...

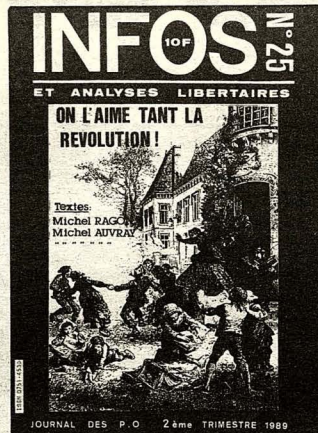
...est à la librairie du monde libertaire

145, rue Amélot, Paris 11^e. M^o République. Tél. 48.05.34.08.

éditions

• « INFOS N°25 »

« Infos » n° 25 est consacré à... la Révolution ! Encore, direz-vous... Aussi faut-il préciser que l'essentiel de notre revue parle au présent d'un événement que nous continuons à promouvoir... La une de couverture le proclame : « Nous aimons tant la révolution ! ». « Osez ! Ce mot renferme toute la politique de votre Révolution. » Cette maxime de Saint-Just (1794) ouvre le débat autour des enjeux du bicentenaire et insiste sur un point fondamental : notre volonté de poursuivre aujourd'hui ce qui a été commencé il y a deux siècles. « L'Histoire arrangée », c'est un point de vue décapant sur les spécialistes de la période et la réhabilitation du concept même de révolution... « J.-J. Rousseau » est passé au crible de l'analyse libertaire et semble prendre ici la dimension du précurseur... « Sur la Vendée », c'est une contribution amicale de Michel Ragon, exclusive pour « Infos », qui marque le lien tenu existant entre cette révolution vendéenne, populaire, qui s'élève contre la tyrannie centraliste et le soulèvement ukrainien (avec Makhno) contre le centralisme et l'hégémonisme du pouvoir « bolchevique ». Une note sur les « Mouchoirs rouges de Cholet », œuvre de Ragon et une interview tirée d'une revue vendéenne, « Galerie », qui met en scène M. Ragon, viennent compléter cet intermède des particularismes populaires du XVIII^e siècle... « Les soldats de l'An II » nous donne une idée de la lutte des « objecteurs » de l'époque contre cette conscription obligatoire et abhorrée. A l'occasion de cet écrit, Michel Auvray démontre l'étroitesse des liens qui existent entre ces luttes antimilitaristes d'hier et les luttes actuelles... « Les révoltes de la faim à Paris 1789-1792 » restituent toute la force de ces révoltes qui font se soulever le peuple contre les possédants nobles et bourgeois et que la royauté réprime cruellement... L'épilogue de ce texte nous rappelle que le 10 août 1792, une seconde révolution renverse la monarchie, et les Sans-culottes installent la commune insurrectionnelle à Paris. L'expression libre trouve sa place dans cet « Infos », ainsi que les annonces diverses qui tissent notre quotidien. Enfin, il est rappelé à nos lecteurs les trois rendez-vous d'avril que les Enragés proposent aux Perpignanais à la librairie « Infos » (rue T. Guiter), les 1^{er}, 15 et 29 avril à 15 h 30 pour y débattre autour de thèmes intéressants et actuels. L'édito, car il faut en parler, déroge à la règle et aborde un problème de 1989 : c'est le résultat des municipales à Perpignan, et les enseignements que nous en tirons pour le présent et le futur... Un « Infos » n° 25 que vous garderez dans vos bibliothèques tant il est riche et actuel. Pour 10 F, il serait dommage de s'en priver ! A Perpignan — Torcat, Futur Antérieur, Catalane et « Infos » — et à Paris (Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, dans le XI^e) dans les rayonnages, une revue qui dérange et qui enrage... ça vaut le coup, non ?



• « LA FORA »

Plus vieille section de l'AIT, la FORA fut fondée en 1901 et, peu après, fit sien le projet communiste-anarchiste. A travers elle, les anarchistes exercèrent une importante influence sur le mouvement ouvrier argentin pendant laquelle la FORA, qui comptait jusqu'à 100 000 adhérents, livra des luttes d'une grande intensité. Cette brochure, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F, propose de retracer les principales étapes de la vie de la FORA, tout en l'insérant dans l'histoire du mouvement syndical argentin.



Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

PREMIER MAI Manifestons !

EST-CE le printemps au moment où la nature reflue, que les élans revendicatifs des travailleurs, leurs espoirs pour une vie meilleure, pour un autre monde sont à leur zénith ? Il y a tout juste 15 ans, le Premier Mai 1974, au Portugal, avait revêtu une importance particulière : 300 000 personnes dans les rues de Lisbonne quelques jours après le début de la Révolution des Œillets...

En France, Mai 68 est déjà bien loin, le Premier mai ne semble n'être que prétexte qu'à montrer la désunion syndicale, qui se calque sur les oppositions PCF/PS. Les travailleurs français pensent à se mettre au vert, et (pour ne parler que de la capitale) les travailleurs immigrés sont là pour sauver l'honneur des manifestations parisiennes.

Cheminots, infirmières et autres coordinations ne se réveillent pas uniquement à l'appel du printemps, et d'autre part le Premier Mai semble être plus, pour les syndicats majoritaires, un héritage encombrant que la journée internationale de solidarité qu'elle a été.

Que reste-t-il des Premier Mai de légende ?

Comme l'écrit Maurice Joyeux dans la préface de l'*Histoire du Premier Mai* (1), « Que reste-t-il aujourd'hui de ces Premier Mai de légende, qui au début du siècle, jetèrent dans la rue des foules en liesse dont la joie et les chansons révolutionnaires se muèrent en fureur lorsque les képis pointaient à

l'horizon et que l'églantine jonchait le parterre devant la Bourse du travail ? »

Des martyrs anarchistes de Chicago à la lutte pour la journée de 8 heures, le printemps de la Sociale en a pris un coup, de l'*Internationale à La Marseillaise*...

Faut-il regretter les affrontements violents avec la maréchaussée, et abandonner ce rôle de thermomètre de la tension sociale qu'avaient les Premier Mai d'avant-guerre et les points forts des dernières décennies ?

Le Premier Mai devrait être unitaire

La fête du Premier Mai devrait avoir un caractère unitaire, tout devant s'effacer pour laisser place à la démonstration collective de la solidarité des travailleurs. Mais force est de constater que cette unité a disparu depuis belle lurette. En France, l'après-Mai 68 a vu quelques réussites, mais recentrage, recomposition et autres avatars ont balayé bien des espoirs. Pourtant, avec 1989, le bicentenaire de la Révolution française, l'approche de l'Europe des profits, tout cela aurait pu permettre que du souvenir des Enragés ressurgisse une nouvelle vigueur par des Premier Mai unitaires où fête et lutte des classes se seraient conjuguées ensemble. Il semble que l'approche des élections européennes n'y soit pas étrangère. Nous, anarchistes, doutons « forcément » que des assemblées européennes sortent des avantages pour les travailleurs...

Quoi qu'il en soit, sous ses propres banderoles, seule ou dans des cortèges unitaires, la Fédération anarchiste manifestera pour le Premier Mai contre les fêtes du travail, le mois de Marie et autres balivernes, mais pour l'internationalisme, la solidarité ouvrière et l'espoir d'un autre monde à construire dès aujourd'hui !

Alexis PIERRE

(1) Histoire du Premier Mai, Maurice Dommanget, avec une préface de Maurice Joyeux, deux tomes, édités par le groupe Fresnes-Antony.

SYNDICATS Unité syndicale ?

APPARAÎTRE au grand jour de manière autonome sur le pavé parisien, cela aurait démontré la vitalité des syndicats et structures « moutons noirs » issues de la CFDT. Cela avait été fait il y a un an avec succès. Depuis, l'ex-centrale d'Edmond Maire a fait très fort, suspendant et excluant tous azimuts.

Quand on a été exclu d'une centrale syndicale, est-il possible de rêver d'une manifestation unitaire avec cette centrale ? Il semblerait que oui, à l'écoute des échos venant des réunions pour un Premier Mai unitaire à Paris. On savait que la coordination des infirmières ne désirait pas manifester avec les organisations syndicales, mais l'attitude du CRC-Santé et du SUD semble paradoxale.

En effet, pourquoi se soucier d'un appel à l'unité lancé par la FEN quand on a été exclu de la CFDT ?

La « gauche syndicale » sent-elle le sol vaciller sous ses pas, ou l'éventualité d'une réintégration a-t-elle germé dans des réunions politiques ?

La stratégie d'opposition syndicale n'est bien sûr plus à l'ordre du jour et apparaître comme une organisation autonome n'est peut-être pas dans la stratégie politique de certains. Il y a un an, ne s'agissait-il que d'« embêter » Edmond ? Le sursaut unitaire pour le Premier Mai semble bien en berne à Paris. A l'heure où nous écrivons ces lignes, seule la CNT et la liaison des cheminots restent partie prenante d'un Premier Mai unitaire sur le pavé parisien. On espère que, dans le reste de la France, l'esprit unitaire aura eu plus d'envol...

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)



Abolissons les privilèges

La Révolution française, c'est 200 ans d'hypocrisie et d'imposture : liberté, égalité et fraternité, en êtes-vous aussi sûr ? Et pour qui ?

Liberté ?

- liberté d'entreprendre à la condition d'avoir le capital nécessaire et d'exploiter tous ceux qui ne l'ont pas ;
- liberté de choisir alors que seule une minorité détient le contrôle, dans le domaine politique et économique ;
- liberté de faire grève alors que police, milice patronale répriment et qu'on licencie ceux qui luttent ;
- liberté de s'exprimer, de manifester, alors qu'à gauche on coule le *Rainbow Warrior* et qu'à droite on assassine Malik Oussekine...

La liberté dans le « royaume de France » ne s'adresse qu'à une minorité de financiers, spéculateurs, politiciens, etc., mais l'ensemble des individus n'ont que des « pseudo-droits ». La liberté, aujourd'hui, c'est la liberté d'avoir un maître...

La véritable liberté, c'est celle qui permet à tous les individus, sans exception, d'agir, de choisir, de décider, de s'exprimer...

Bien des Bastille restent à prendre !

Egalité ?

- l'égalité des smicards, des millions de chômeurs, des fins de droit qui n'ont plus rien sauf peut-être un RMI, ce qui ne permet pas de vivre décemment ;
- l'égalité qui donne aux immigrés moins de droits qu'aux Français, qui établit une discrimination entre hommes et femmes ;
- l'égalité des enfants, issus de milieux défavorisés promis à l'échec scolaire, aux petits boulots...

Quelle étrange conception de l'égalité ! A croire, comme le disait Orwell, qu'il y a des égaux plus égaux que d'autres...

La véritable égalité, c'est celle qui donne les mêmes droits, à tous les individus, tant économiques que sociaux...



Fraternité ?

- la fraternité qui résoud les conflits sociaux à coups de matraques ;
- la fraternité qui résoud les problèmes internationaux par la violence comme hier en Algérie, aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie ;
- la fraternité qui prépare plus la guerre par le surarmement que la paix.

La fraternité n'existera entre les individus que s'ils vivent libres et égaux.

Contre tous les privilèges : lutte de classe. Manifestons le Premier Mai au Père-Lachaise à 10 heures.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Editorial

EN voilà une mission humanitaire qu'elle est belle ! « Exemplaire » a lui-même déclaré Bernard Kouchner, qui fut d'ailleurs chaudement félicité par Mitterrand. Et si on y regarde de plus près ? L'expédition française au Liban fut d'abord une réponse impulsive à un appel des chrétiens transformée vite fait en aide à tous les Libanais afin d'éviter de graves déboires immédiats. C'était déjà un échec, et il ne restait plus pour l'Etat français qu'à embarquer symboliquement quelques blessés pris dans chaque camp et à déguerpir. Mission accomplie ! Les prochains blessés n'auront qu'à se faire aider par d'autres !

Mission accomplie non sans au moins une bavure : l'un des blessés musulmans n'a pas supporté les heures d'attente au soleil avant d'être embarqué, il en est mort. Comment ne pas remarquer que l'embarquement des blessés musulmans fut une aubaine pour le gouvernement français qui, sans cette possibilité, aurait vraiment fait pâle figure dans cette galère ? Mais voilà, le Premier ministre musulman du Liban a accepté cet embarquement, et le gouvernement français peut se vanter d'avoir tenu un rôle « exemplaire ». Et tant pis s'il y a un mort, d'ailleurs combien de médias ont relaté l'événement ?

Mission accomplie, l'intox a bien fonctionné, et la France est bien toujours le pays des droits de l'homme. C'est d'ailleurs le pays où on en vend le plus, surtout cette année... Le Liban est cependant un sujet qui n'a pas tenu une place aussi importante dans l'actualité en France depuis bien longtemps. Les catholiques de tous bords organisent des manifestations quasiment tous les jours, et le gouvernement prend des initiatives dont la rapidité et la mobilisation de moyens qu'elles impliquent ont de quoi impressionner les infirmières et tous les secteurs en lutte ces derniers temps.

En vérité, personne n'entrevoit la moindre solution pacifique aujourd'hui au Liban et, malheureusement, nous non plus.

Et en France ? Le bicentenaire, dont on nous rebat les oreilles, est l'occasion pour les libertaires de rappeler leur adhésion au principe « liberté-égalité-fraternité ». Organisons-nous pour le passage à l'acte !

1 MAI 89

la LIBERTÉ comme BASE

l'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE comme MOYEN

la FRATERNITÉ comme BUT

10h Père-Lachaise

Fédération anarchiste

145, rue Amelot 75011 PARIS

en bref...en bref...

• LITTÉRATURE MILITANTE.

Le premier numéro de « Pensée et action » est sorti. Il comprend un choix des écrits anarchistes de Giovanni Trapani, ouvrier autodidacte, promoteur de rencontres nationales sur la liaison entre l'anarchisme et la non-violence. Une série de cartes postales anarchistes sont aussi disponibles. Pour tous renseignements, écrire (en français ou en italien) à : Veronica Vaccaro, CP 6130, 00195 Roma Prati, Italie.

• DÉBAT.

L'ASPIC organise le jeudi 27 avril à 19 h une soirée-débat-buffet avec Saïd Bouamama, président de Mémoire fertile, sur le thème « Citoyenneté et nationalité » au Relais de Ménilmontant, 85 bis, rue de Ménilmontant, 75020 Paris (tél. : 46.36.14.24).

• SOIRÉE IRLANDAISE.

Soirée irlandaise le samedi 29 avril 1989, à 20 h, au Lycée autogéré, 393, rue de Vaugirard, Paris XIV^e (métro Porte de Versailles). Au programme : Andy Irvine et Gerry O'Beirne (en première partie : Billy Hills) et un bal avec Tijaz et Yves Hulot, sans compter le bar, le buffet et une librairie. L'entrée est de 50 F.

• EXPOSITION.

L'Union pacifiste organise, samedi 6 mai de 14 h à 18 h, une exposition intitulée « Droits de l'homme, droits du pacifiste », illustrée entre autres par Cabu, Plantu, Raetz, cour Furet du Nord, rue du Quesnoy à Valenciennes.

• ANTIMILITARISME.

La Rencontre antimilitariste de Carmaux, les 6, 7 et 8 mai 1989, se déroulera de la façon suivante : le samedi 6, débat sur la militarisation en 1989 et échange inter-groupe en soirée ; le dimanche, débat sur le thème : « Quel terrain de lutte antimilitariste en 1989 ? », le soir fête occitane. Le lundi suite et fin des opérations... Venez nombreux, le camping et un buffet sont assurés. Permanence téléphonique le mercredi de 17 h à 19 h au 63.38.39.55. Ces journées sont organisées par le COT d'Albi.

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

Les nettoyeurs du métro et la COMATEC

Il devient de plus en plus évident que la COMATEC, fidèle à ses pratiques anciennes, revient sur ce qu'elle avait dû lâcher après la grève d'un mois des nettoyeurs du métro.

La section CNT de l'entreprise et le syndicat CNT des transports, comme la grande majorité des nettoyeurs, n'est pas prête à laisser piétiner ce qui a été acquis. Si la COMATEC ne revient pas à ses engagements, elle doit savoir qu'elle va au-devant d'un nouveau conflit, et que la grève recommencera jusqu'à ce que l'entreprise cède.

Pour le syndicat CNT des transports, Serge

LE RAPPORT PRÉVOT SUR L'ÉVOLUTION DES PTT

Les libéraux avancent masqués

ET voilà le serpent de mer de l'évolution du service public des PTT, avec le pré-rapport du même Prévot sur la mission d'enquête qui lui a été confiée par Quilès.

Tout y est, avec à chaque fois les deux volets des questions à

débattre : les souhaits du personnel et les exigences — souvent contradictoires — de la loi du marché. Bien sûr, ce n'est qu'un rapport qui se contente de soulever les questions sans trancher sur les réponses, mais il n'est jamais innocent de suggérer des hypo-

thèses. Et il y a surtout loin des déclarations aux actes.

La communication au service des usagers : tout en reconnaissant que les usagers sont plutôt satisfaits du service public PTT et souhaitent le maintien d'une garantie d'accès à un prix identique pour tous, le rapport n'omet pas de remarquer que certains usagers (les gros surtout) sont favorables à un système de taxation différenciée comme le pratique déjà EDF, au bénéfice des industriels. Mais, dans le même temps où l'on prétend se préoccuper d'être à l'écoute des usagers, le Centre de renseignements postaux de Paris est promis à la fermeture pour économiser des effectifs.

L'adaptation face à la concurrence : cette question est lourde de sous-entendus, particulièrement pour les Télécoms. Les interrogations sur le bien-fondé du maintien du monopole (par ailleurs indissociable du maintien de l'égalité de tous devant l'accès aux moyens de communication) ne sont pas voilées. L'ouverture des marchés à la concurrence du secteur privé est présentée comme une fatalité, liée à l'ouverture du marché européen.

L'amélioration de la formation et des carrières des agents : le rapport reconnaît la nécessité d'une amélioration des salaires,

mais en suggérant surtout de généraliser l'individualisation des carrières considérée comme plus motivante. Et surtout, il préconise ouvertement l'abandon des principales règles d'avancement qui permettent d'éviter le déroulement de carrière « au profil », ainsi que des règles régissant les mutations, sujet particulièrement sensible chez les agents des PTT.

L'autonomie de gestion : les PTT sont la seule administration qui, tout en étant régie par les règles communes qui imposent le vote du budget au Parlement, assure le salaire de ses agents avec le produit de ses activités. La tentation existe depuis fort longtemps de sortir les PTT de ce que l'on appelle un carcan, pour lui donner une autonomie de gestion qui est censée régler tous les problèmes, mais qui impose surtout de quitter le statut de la fonction publique d'Etat, ce que le rapport n'ose reconnaître explicitement tant la susceptibilité de la plupart des syndicats est grande à ce sujet.



CORSE

Vers l'échec d'une grève

A l'heure d'aujourd'hui, vendredi 21 avril, la grève n'est plus unitaire, certaines administrations reprennent le travail, d'autres envisagent de faire de même très prochainement. Il y a tout autant de lassitude dans ces reprises de travail que de volonté affirmée d'assurer un service minimum aux usagers en difficulté. Plus tôt, cela aurait pu apparaître comme une organisation de la grève, maintenant, on découvre les

prémices de divisions dans le camp syndical. Alors que le gouvernement tente de mettre en place ces fameuses tables rondes, l'unité syndicale s'effrite, FEN, CGC et CFTEC se retirent du conflit, on ne parle plus de prime d'insularité, et on se demande comment expliquer aux grévistes la fin du conflit. Mais les nombreux salariés pour qui cette longue grève est un véritable baptême syndical, et cette population qui resta toujours solidaire de la grève, comment pourront-ils ne pas

être désabusés par l'action menée par les syndicats réformistes, dans un conflit que le STC disait depuis le premier jour être engagé dans une impasse ?

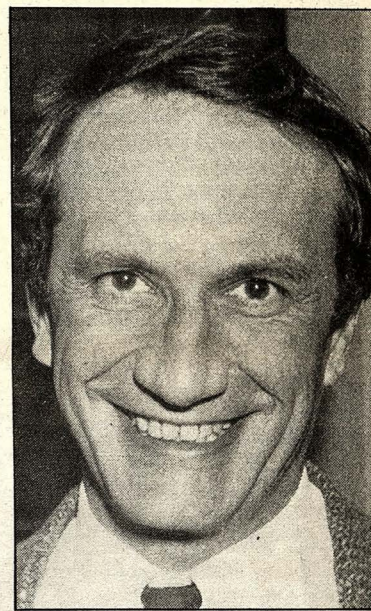
Quant à ces fameuses tables rondes, il y a peu de chance pour qu'elles aboutissent car les syndicats, en retour, ne devraient pas aider le gouvernement dans sa tâche, mais en auraient-ils la volonté que pourraient-ils y apporter ? Car ces syndicats se sont toujours refusés à prendre la question corse comme un problème spécifique, à faire le constat du colonialisme et à dégager le plan de mesures qui s'imposent. Se cantonner dans un syndicalisme corporatiste, et à la remorque du PCF pour la CGT, ne les aidera pas à apporter des éléments constructifs lors des tables rondes sur la continuité territoriale.

Celle-ci d'ailleurs, à contrario des propos tenus par Rocard lors de l'émission de télévision « L'heure de vérité », n'est pas la seule cause du non-développement. Encore faudrait-il reconsidérer le fait que la Corse ne doit pas être une simple zone de consommation et de tourisme, mais que le peuple qui vit sur cette terre a le droit de mettre en place une économie productive. Or, la désertification de l'intérieur et l'assistanat généralisé semblent avoir encore de beaux jours...

Dans l'immédiat, l'intransigence du gouvernement va alimenter le discours et les rangs nationalistes. Deux mois de grève pour rien, ou presque, l'égal d'un cyclone sur une économie vivotante, ont mis en avant la nécessité de changements structurels. La classe politique affaiblie et hors-jeu, les syndicats réformistes vont encore perdre du monde, les sociaux-professionnels qui s'organisent en dehors du clan, voilà autant de données qui prêtent à penser qu'une grève se termine tandis qu'une lutte vieille de 20 ans se développe.



Fred ANTONI (Ajaccio)



Ce pré-rapport n'augure donc rien de bon quant au rapport définitif qui sortira d'ici quelques mois. C'est en fait la présentation souple de tout ce qui était contenu dans le projet Longuet, qui avait dû être remis promptement dans les tiroirs. Mais la gauche est acquise aux mêmes principes que la droite, et elle se trouve aujourd'hui dans l'obligation de remettre ce projet d'adaptation sur le tapis.

Budget 1990: encore des suppressions d'emplois

La tension risque de monter très vite dans les services des PTT sur tous les sujets abordés dans le rapport. Surtout que celui-ci a omis de traiter un problème de taille : celui des effectifs qui, en baisse continue depuis maintenant six années, atteignent un seuil critique dans de nombreux services qui ne sont plus à même d'assurer le service public dans des conditions correctes.

Et le Premier ministre vient d'annoncer qu'il fallait exiger, dans le cadre du budget 1990, une diminution moyenne des effectifs de 15% qui devrait viser particulièrement les PTT. Cette proposition est d'autant plus scandaleuse que, comme on vient de le voir, la modification du nombre d'emplois dans les PTT n'a strictement aucune incidence sur l'équilibre du budget général de l'Etat. On voudrait contribuer à dégrader davantage le service public pour mieux démontrer la nécessité d'une déréglementation générale qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

LEGRAND

AVIATION CIVILE

La sécurité en question

NOUS assistons depuis quelques temps à une multiplication d'incidents et même, parfois, d'accidents graves dans les transports collectifs. Cela n'est pas dû au hasard, comme voudraient nous le faire croire les administrations, mais à une politique délibérée des directions qui sacrifient de plus en plus la sécurité des passagers sur l'autel de la rentabilité à tout prix.

Contrairement à ce que l'on serait en droit de penser, en fonction des risques encourus, l'aviation civile n'échappe pas à cette règle. En effet, depuis 1975, une politique générale a été mise en place par les employeurs et les pouvoirs publics dans tout l'Occident. Elle fut lancée par Carter et reprise par Reagan, elle a pour nom *déréglementation*. On considérerait que la sécurité aérienne avait atteint un niveau suffisant et que l'on pouvait transformer en profit tout ce qui dépassait le minimum de la maintenance et des équipages.

Jusqu'en 1984, cela n'a pas eu de conséquences notables, mais à force de s'enhardir la courbe de



1988, Hong-Kong : 6 morts.

risque mortel a fini par remonter, fait historiquement inédit, pour atteindre une augmentation de 30% en trois ans. Seuls les accidents mortels sont connus, car ils déclenchent une enquête judiciaire, contrairement aux pays anglo-saxons...

« Top secret »

En effet, en France, la DGAC (Administration de l'aviation civile française) considère les incidents comme « top secret » les garde dans ses dossiers quand ils ont eu la possibilité de franchir le barrage des compagnies les plus douteuses. Ces dernières bloquent toute information avant que les fonctionnaires ou les journalistes en aient connaissance. Les incidents étant des indices de fiabilité, l'élaboration des statistiques n'en est que plus difficile à établir.

Aux Etats-Unis, la déréglementation a été totale et s'est traduite par la disparition pure et simple des règlements. En France, la DGAC n'a pas, comme sa consœur américaine, mis les clés sous la porte en 1982. Elle n'a pas osé le faire, elle se contente de ne plus appliquer les règlements sans pour cela les supprimer. Elle autorise régulièrement des déroga-

tions qui ne devraient s'appliquer qu'à titre exceptionnel : par exemple celle du pilotage à deux, alors que la réglementation à trois avait été renouvelée en novembre 1987.

Comme dernièrement la SNCF, on présente l'accident comme dû à « une erreur humaine », cela met un point final au rapport ; conducteurs de trains et pilotes d'avions considèrent ces méthodes comme totalement insupportables. Rien n'est expliqué sur les conditions qui ont mis l'homme dans la « chaîne » au bout de laquelle il a commis cette erreur. Le cas de la catastrophe survenue lors du crash du Boeing 737 de la British-Midland en est un exemple saisissant. On a prétexté que l'inversion des signaux moteurs aurait induit l'équipage en erreur. En fait, celui-ci, réduit à deux pilotes, n'a pas pu effectuer un diagnostic normal. Les deux pilotes, occupés à remettre en route le bon moteur coupé, avec difficulté, car c'est le travail d'un mécanicien, n'ont pas eu le temps de s'apercevoir que l'avion était descendu en-dessous du plan de descente, et l'appareil a percuté le sol. En prétextant un décrochage, entre autres, on a accusé ces pilotes d'avoir commis des fautes impardonnables, alors que c'est le système (suppression du mécanicien de bord) qui les a conduit jusque-là.

Il est prouvé et reconnu que dans les situations d'urgence, l'équipage réduit aux deux pilotes est fragile et que c'est une déci-

raider, plus de dégivrage, aggrès par les turbulences, les deux pilotes ne pouvaient quitter leur poste. Le mécanicien qui, lui, avait la possibilité de se déplacer a forcé mécaniquement un transformateur qui, en redémarrant, a permis entre autres de dégivrer l'avion avant que celui-ci ne tombe, totalement recouvert de glace. Le syndicat avait heureusement imposé à Air-Inter un mécanicien sur ce type d'avion, alors que celui-ci est certifié à deux.

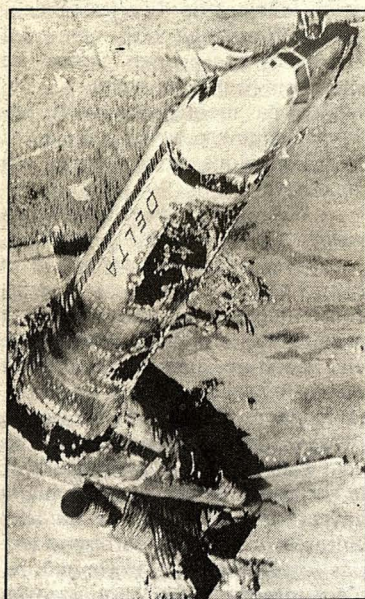
La grosse difficulté du métier est la montée en intensité extrêmement rapide, en cas d'incident, des manœuvres à effectuer en ordre cohérent. D'où le danger extrême en effectif réduit, où le commandant de bord n'a pas la possibilité, avec le copilote ou le mécanicien, de gérer la panne en contrôle croisé. La moindre erreur est fatale, car il n'y a pas le moyen de la rattraper.

Le « risque industriel »

Avec la complexité des avions modernes, le pilotage à deux est un choix philosophique où les pilo-

pas d'organismes de contrôle, pas de suivi de maintenance, les papiers officiels sont plus ou moins douteux. La direction générale de l'aviation civile ferme les yeux. L'affrètement de ce genre d'appareil a commencé l'année dernière, lorsqu'Air-Inter était en grève ; c'est devenu depuis une règle, même Air-France a essayé, mais un jour, devant des passagers en colère refusant de « monter dans une poubelle », la compagnie a promis qu'elle ferait dorénavant attention. Malgré tout, le problème reste entier car devant le manque de pilotes et d'avions des compagnies régulières, la tentation est grande de récidiver.

Pour lutter contre la grève des mécaniciens au sol, Air-Inter a aussi failli causer une catastrophe en diminuant les normes d'acceptation de mise en piste. Devant l'état d'un appareil, le commandant de bord a refusé de partir, un membre de l'encadrement a pris la relève et l'avion a été détruit en s'arrêtant brusquement au moment du décollage. Il n'y a heureusement pas eu de victimes dans le 747 à Dehli. L'organisation de



La SNCF et le « risque industriel ».

OBJECTEURS DE CONSCIENCE

La DRAC fait pression

LES objecteurs de conscience sont-ils si précieux qu'il faille en user dans les luttes entre administrations ? C'est en effet la question que l'on peut se poser après les deux mois qui viennent de s'écouler, deux mois durant lesquels les objecteurs d'Ile-de-France n'auront été autorisés à ne savoir qu'une chose : la suspension de leurs indemnités (1).

Or, ce qui pourrait n'être qu'un somme toute banal retard administratif de paiement masqué, en réalité, une affaire bien plus lamentable, qui en dit long sur l'opinion des ministères à l'égard des objecteurs dont ils ont la charge.

Aussi, voici les faits. Connaissiez-vous la DRAC, la Direction régionale des affaires culturelles (de Paris/Ile-de-France en l'occurrence) ? C'est un de ces milieux né de la déconcentration, organe surnuméraire du ministère de la Culture et tendu (mollement) vers la région. La DRAC travaille avec les mairies, les préfectures, les départements, les associations locales, etc., qu'elle peut subventionner pour tous types de projets plus ou moins louables, et plus ou moins culturels. Récemment, cette officine n'a cessé de voir croître ses tâches et diminuer son personnel ; or, voilà qu'en février, le ministère de la Cul-

ture décida de lui transmettre la gestion des objecteurs (2). L'occasion était belle, elle fut saisie : le directeur régional des affaires culturelles déclara que ses services ne pouvaient assumer cette nouvelle charge par manque d'effectifs et renvoya le dossier au ministère, en se lavant les mains des objecteurs qui lui avaient été confiés.

Ce qu'il faut clairement dénoncer dans cette histoire, c'est que les objecteurs ont servi pour la DRAC (et surtout pour son directeur) de moyen de pression contre le ministère, à moindre coût pour cette première qui, parmi les nombreux dossiers à sa disposition, pour mener ses misérables batailles de bureau, a choisi celui dont le maniement était le moins dangereux ; les objecteurs, sans droits, se traitent plus facilement que des maires ou des préfets, pourquoi hésiter ?

Aux dernières nouvelles, le ministère, étonnement ému, accepterait de temporiser, comme quoi la valeur marchande des objecteurs est en hausse !

P. R. B.

(1) Base mensuelle de 2 600 F.
(2) Environ 80 objecteurs de conscience en Ile-de-France.



1988, Texas : 13 morts.

sion délibérée que de l'autoriser. Mais alors, nous dira-t-on, est-il rentable d'employer un mécanicien surtout utile en cas d'urgences ou de problèmes ? C'est aux proches des victimes qu'il faudrait poser la question ! Pour nous, un mécanicien qui a dans sa vie évité des centaines de morts a justifié sa carrière.

Une Caravelle d'Air-Inter, l'année dernière, a été sauvée par le mécanicien-navigant, l'appareil pris dans un orage est tombé en panne électrique totale. Plus de



1989, Angleterre : 43 morts.

tes sont victimes d'une idée à la mode, qui est celle du « risque industriel ». Cette méthode de pensée est difficile à combattre.

Ses partisans sont convaincus de faire un calcul réaliste, ils ne nient pas les risques, ils pensent que dans la totalité de ceux de la vie moderne c'est finalement peu de chose. Centrale nucléaire ou avion, c'est une question de rapport économique.

Actuellement, à Air-France en particulier, mais comme un peu partout, il y a pénurie de pièces détachées due à des ruptures de stock. Lorsqu'un système tombe en panne en escale, la maintenance, par manque d'approvisionnement, ne peut pas toujours dépanner. Après consultation de la doc technique, et si cela est possible, l'avion repart quand même en « tolérance technique » gérée par le mécanicien. Quelquefois, c'est avec plusieurs systèmes en panne que l'avion se retrouve au fil des escales, et le mécanicien est encore indispensable. C'est le système de gestion des stocks, maintenu au plus juste, plutôt en-dessous qu'au-dessus de la statistique des incidents qui est en cause. C'est un choix délibéré bien loin du progrès, de la science ou des techniques. Si, pour les compagnies régulières, cela n'a pas trop d'importance, il n'en est pas de même pour beaucoup de compagnies charters, qui n'ont pas — mis à part les plus puissantes — les moyens d'assumer elles-mêmes la maintenance. Dans certains cas, elle est réalisée par des compagnies régulières, dans d'autres par des ateliers plus ou moins douteux. Des pays n'ont même

l'aviation civile internationale créée en 1944 n'a pour rôle que de faire des « recommandations » en matière de sécurité aérienne.

De nombreux pays les respectent, d'autres prennent des libertés. En France, l'USPNT (Union syndicale du personnel navigant technique), depuis 1982, après 30 ans de syndicalisme corporatiste, s'ouvre aux organisations syndicales confédérées FO, CGT avec qui elle a de bons contacts ; seule la CFDT se refuse de prendre en compte les problèmes de sécurité accusant l'USPNT de faire encore du corporatisme, ce qui n'est pas la vérité. Cette dernière se propose de développer ses contacts avec les professions du nucléaire et de la SNCF, où sévit aussi la notion du « risque industriel ».

Il faut mettre en lumière la contradiction des « scientifiques » qui, de bon droit, œuvrent au risque « quasiment nul » et les « financiers » qui ont pour notion le « risque acceptable ». La démocratisation du transport aérien ne doit pas être un argument pour les banaliseurs de mort en avion,

LUCIEN
(« Chronique syndicale »)

USPNT (Union syndicale du personnel navigant technique), 2, rue Salvador-Allende, 93270 Sevran (tél. : 43.84.79.33 ou 43.84.79.73 ; télex : 233 797 ; télécopie : 43.84.33.78) ; ou 38, rue du Séminaire, 94 Rungis.

Le texte a été élaboré à partir du témoignage à l'antenne de Romain Kroes, représentant le syndicat USPNT.

LES SQUATTS PARISIENS

« Vincent, François, Zéphir et les autres »

La ville est le lieu où se fait l'histoire, où le pouvoir politique se manifeste et s'affirme. Lorsque l'on veut détruire une civilisation, on détruit ses villes. Inversement, lorsqu'une civilisation pourrit, c'est par la dégénérescence de ses cités qu'on peut en estimer l'ampleur. C'est par la réaction qu'elle suscite au sein de ses populations qu'on peut préjuger du contenu révolutionnaire ou réactionnaire des idées qui travaillent, qui façonnent déjà l'avenir. C'est donc par la contre-culture que ce pourrissement génère que l'on peut pressentir l'avenir et essayer d'agir sur les nouvelles tendances dans le sens révolutionnaire, émancipateur et libertaire que nous avons choisi.

Nous vous livrons ici le témoignage de plusieurs occupants-rénovateurs du XX^e arrondissement : un voyage parmi les squatters parisiens ; un saut chez Vincent, François, Yves, Cathy, Anne et les autres...

Pierre-Paul JACQUES
du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux de Lille

— **Zéphir** : Je suis apparu sur la « scène parisienne » dans le début des années 80, sur des initiatives qui étaient : Couronne, Cascade, Vilain. C'était dans le XX^e arrondissement de Paris. Initiatives de squatts qui ont commencé en 1979 et qui ont fini en 1982. Des gens avaient pris des logements vacants ou des usines désaffectées pour y faire des concerts de rock. Il y avait aussi des initiatives contre l'état d'urgence en Pologne, des initiatives pour essayer de contacter les gens du quartier et mener des actions sur Chooz, pour soutenir les luttes antinucléaires et les différentes luttes ouvrières de l'époque. Mais c'était surtout une pratique sociale (...). Après ça, en 1982, c'est un no man's land qui s'établit à la suite de la répression policière. Se monte alors ce qu'on a appelé les occupants-rénovateurs, les squatters associatifs. Une démarche beaucoup plus legaliste. Il s'agissait de travailler sur le droit (...), sur la jurisprudence, le juridique... Les occupants-rénovateurs constituaient essentiellement des groupes artistiques, des créateurs — Urban Sax, par exemple, jouait avec eux —, et ils se sont présentés aux élections municipales de 1983.

— **Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux** : Mais est-ce qu'il ne s'agissait pas pour eux de recomposer un tissu social à partir de pratiques plutôt culturelles, ou est-ce qu'il y avait un engagement politique clairement exprimé ?

— **Z.** : Tu sais, dans le fait de prendre un logement, de prendre possession d'une propriété privée, tu as toujours une démarche politique.

— **CCL** : D'accord, mais est-elle consciente, revendiquée ?

— **Z.** : Bien sûr... Les occupants-rénovateurs ont aussi amené autre

— **CCL** : Ce n'était pas un entassement du style « aimons-nous les uns sur les autres » ?

— **Z.** : Non, c'était quelque chose de vraiment positif au niveau de la vie quotidienne.

— **CCL** : Tu parlais des occupants-rénovateurs qui avaient présenté une liste aux municipales de 1983. Est-ce que tu peux exposer leurs positions ?

— **Z.** : Le débat qu'on avait eu à l'époque dans le mouvement était le suivant : les occupants-rénovateurs se présentent aux élections municipales, mais il n'y a pas de mouvement de sympathie populaire réelle derrière...

— **CCL** : C'était un peu volontariste ?

— **Z.** : Ça ne correspondait pas à une implantation réelle. Mais peut-être avaient-ils fait ça dans une démarche « joke », humoristique, à savoir : on va voir dans les commissariats les flics qui nous expulsent pour annoncer que l'on se présente... On fait le « joke », la dérision quoi... Enfin, pour clore là-dessus, ça a été une expérience importante, parce que ça été le début de l'ouverture pour un mouvement de squatters qui avait tendance à être un peu nombriliste...

Après, fin 1983, on a eu les initiatives que l'on a appelé CAO-CAEL (Centre autonome occupé et Centre autonome pour les espaces libérés), initiatives pour l'ouverture d'un grand lieu ou de plusieurs grands lieux où pourrait s'exprimer toute une frange de la population qui est frustrée, à savoir les artistes, les musiciens, une jeunesse qui est en train de crever d'ennui et qui est chez ses parents, qui ne sait pas où aller ailleurs...

On a essayé de relier et de rationaliser les choses, de regrouper les gens et de partir pour l'ouverture

— **CCL** : Il s'agissait donc d'ouvrir des lieux qui soient gérés par les gens eux-mêmes ?

— **Z.** : Exactement, mais je suis passé un peu vite sur le CAO. On avait aussi occupé la fac de Saint-Denis à l'époque ; on s'était occupé de différentes manifestations sur Talbot. On était sur plusieurs fronts de luttes, mais nous n'avions pas de locaux...

— **CCL** : A l'époque, ça ne ressemblait que le mouvement autonome parisien, ou alors ça regroupait des gens de sensibilités différentes ?

— **Z.** : C'était marqué par un engagement militant, par des gens qui avaient connu des luttes sur le logement, dans les usines... A l'époque, un texte circulait : « Pour que Cent fleurs s'épanouissent » ; c'était le texte de référence du Centre autonome occupé.



— **CCL** : Il faut s'arrêter sur une initiative importante en matière de squatt : c'est l'expérience de Montreuil, je crois ?

— **Z.** : Oui, beaucoup de réunions, beaucoup de temps à discuter jusqu'au moment où on ouvre ce lieu au 15, rue Kléber, à Montreuil. On ouvre ce lieu en 1985, et on décide de faire du théâtre, du sport, des animations de quartier, d'être présents sur les luttes extérieures, de pouvoir autogérer notre centre sans personnes extérieures qui nous dictent ce que l'on a à faire. On est présent sur les foyers SONACOTRA, sur les luttes anti-expulsions... On essaie de monter d'autres squatts, tout un réseau de lieux alternatifs. Mais, hélas !, on n'a pas su amener une dynamique assez importante. Finalement, ce lieu a été repris par un collectif qui s'appelait « Rock à l'Usine ». Ils montaient des spectacles, ne faisaient que de la musique, au départ avec prix libres et, à la fin pour 30 F le concert. Nous, on s'est auto-dissous en tant qu'initiateur collectif USINE (Collectif de l'utilisation subversive des intérêts nuisibles aux espaces). On a laissé le lieu aux gens qui étaient des gestionnaires de concerts. Sur ce, il y a eu une expulsion gérée par les gens eux-mêmes et un peu par nous. Il y a eu un affrontement avec une ratonnade de près de 2 000 personnes entre Montreuil et les Halles. Il y a eu une ratonnade ce soir-là de tout ce qui pouvait porter un cuir, avoir des cheveux roses ou verts... et qui n'était pas conforme...

— **CCL** : Mais la mairie de Montreuil est communiste ?

— **Z.** : Le jour de l'expulsion, le maire de cette ville, qui est le premier officier de police de la ville de Montreuil, était présent. Il a pris le pli de toute la population réactionnaire de Montreuil, tous les gens qui n'aiment pas les jeunes, être « dérangés », etc. Il a pris le parti de ce genre de gens, qui peuvent avoir des attitudes meurtrières (on s'est fait tirer une fois dans le dos à la chevrotine).

— **CCL** : En fait, il voulait sans doute une belle MJC, un beau

monument avec quelques jeunes et que ça tourne sans déranger... une sorte de ghetto culturel bien propre...

— **Z.** : Le problème, c'est qu'à Montreuil, justement, les ghettos culturels existent, mais il n'y a plus personne qui y va ; les jeunes n'y vont plus ; ils venaient chez nous pour faire des boums, flirter avec des « nénettes »...

— **CCL** : C'était un lieu d'expressions spontanées ?

— **Z.** : Faut dire que nous, on a été expulsé comme par hasard juste après les élections de 1986 qui ont amené Pasqua, Pandraud, Chalandon, etc., au pouvoir. On a voulu nous faire croire que c'était l'aboutissement des élections. Mais ce n'est pas du tout cela. Il faut savoir qu'une opération comme celle-ci a été planifiée longtemps à l'avance, 15 jours à 3 semaines, et que c'était le préfet socialiste qui l'avait décidée. Alors, capitalisme d'Etat, capitalisme sauvage ou gestion newlook de la social-démocratie : même répression !

— **CCL** : Par rapport à une culture séparée, à une consommation culturelle, à un temps culturel à consommer, les squatters semblent mettre en avant une dimension plus globale de la vie : savoir prendre ses désirs, sa vie en charge...

— **Z.** : Oui, mais ce qu'il faut dire aussi c'est que nous sommes dans une situation économique coincée. Quelle chance nous donne-t-on aujourd'hui ? Les seules choses qu'on nous propose, c'est des TUC, des SIVP payés à 2 000, 3 000, 3 500 F maximum... pour payer le logement, notre bouffe, aller au cinéma, etc. Nous, on considère qu'avec 3 000 F, sur Paris, on ne peut pas vivre. C'est absolument impossible. C'est une réalité économique qui nous oppresse. C'est pourquoi, nous, on a choisi à ce moment-là de ne pas payer notre logement, de le réquisitionner, de prendre ce qui est vacant ou à l'abandon, de le rénover, d'y vivre, de vivre nos désirs et nos envies dedans, à l'heure que l'on veut. Si l'on veut faire de la peinture à une heure du matin, si ça n'emmerde

n'y a-t-il pas aussi un refus : le refus de perdre sa vie à la gagner ? N'y a-t-il pas un refus du salariat ?

— **Z.** : Il y a un refus du salariat, pas un refus du travail en tant que tel, parce que l'on travaille tout le temps. On rénove un appartement, on peint, etc. C'est du travail bénévole, pour nous, pour notre réelle communauté. Le salariat, qui exploite de toute manière, qui nous paie une poignée de cerises pour notre force de travail, et qui ne nous donne pas en fin de compte le temps de faire des choses, qui nous épuise et qui nous donne comme alternative de regarder la télévision ou d'ouvrir un journal pour gober toute une propagande qui n'est pas la nôtre, ou d'aller supporter le Paris-Saint-Germain, tout ça on refuse !

Actuellement, on essaie de mettre en branle notre réseau d'informations. Bon, si on est crevé et qu'on s'écroule, qu'on lise un fanzine et pas le *Parisien*, le *Figaro*, le *Monde* ou *Libération* ! On voudrait arriver à prendre en main notre propre information nationale et internationale. Pour cela, il existe des réseaux actuels, à savoir Ecomédia par exemple, à savoir tout un tas de petits fanzines de diverses tendances... On aimerait bien, pourquoi pas, créer nos propres chaînes de télévision où les spectacles ne seraient pas montés à coups de milliards, comme pour la Révolution française. Nous, nous sommes des sans-cravate !

— **CCL** : Yves, tu voulais intervenir...

— **Yves** : Oui, par rapport à la culture séparée... Faire que les gens consomment de la culture, leur faire miroiter des modèles... En fait, ta vie, ta culture, c'est quoi ? C'est ce que tu fais, ce que tu vis, tes désirs, ta façon de t'exprimer. Et ça n'a rien à voir avec ces modèles que l'on veut t'imposer. Les maquereaux de la social-démocratie te donnent, te gavent de miettes ou de modèles culturels qui ne te correspondent pas forcément... Ici, notre culture, c'est propre. C'est ton moyen d'expression quotidien. Ça n'a rien à voir avec une séparation entre la



Squatt après le passage des bulldozers.

pas l'autre à côté, si cela n'empeste pas la peinture acrylique ou glycéromachin, ben on fait de la peinture à une heure du matin. C'est clair ! C'est quelque chose d'économique et de social. C'est la crise, qui aujourd'hui est gérée par la social-démocratie, qui ne nous donne aucune chance pour exister, sauf pour exister en grande banlieue, en province, dans des trous morts, dans des endroits où il n'y a rien, dans une France profonde qui se meurt. Ça, nous, on le refuse. Mais moi, ma grande ambition, ça serait de faire la jonction avec cette France qui meurt, qui s'emmerde, qui creève d'ennui...

— **CCL** : En fait, il y a un déterminisme social et économique. Mais

vie quotidienne d'un côté, et la culture de l'autre. Nous, on a rien à voir avec le business. Il y a le refus du bon filon pour faire des tunes à tout prix. Tu vois ! Si on fait de la musique, par exemple, c'est parce qu'on a envie de faire de la musique. C'est tout. Ce n'est pas une image de soi-même que l'on va donner, un spectacle où l'on fera de l'argent... Aucun business, aucune volonté de puissance. Aucun contrôle !

(Fin de la première partie)

Propos recueillis et retranscrits par
Pierre-Paul JACQUES
du Centre culturel libertaire
Benoît-Broutchoux de Lille



Expulsion du squatt de la rue des Dunes.

chose. Avant, les squatts étaient synonymes, dans l'esprit de la population, de « deal », de « défonce »... Le squatt, c'était le logement « crade »... Ils ont ramené ce truc de repeindre les murs, de faire des travaux pour que ce soit chez toi. Se réapproprier des lieux.

d'un centre autonome occupé... Après l'ouverture d'un lieu, rue Béranger, on a eu la police (300 à 400 policiers en tout genre) pour arrêter 50 à 60 personnes. Sur ce, l'initiative s'est arrêtée. Mais là s'est constitué la CAEL (Coordination autonome pour des espaces libérés). On reprenait les mêmes thèmes.

NOM DE DIEU !

• RÉCIDIVISTE.

Il y a vraiment des gens qui cherchent les ennuis. Après son film *La dernière tentation du Christ*, qui avait provoqué les réactions que l'on sait de la part des catholiques, Scorsese compte en réaliser un nouveau sur la vie d'une famille de la mafia. Il y a comme une continuité dans l'inspiration de ce cinéaste...

• PRÉSERVATIFS.

« La vente des préservatifs en pharmacie a augmenté de 32,9% en octobre-novembre 1988 par rapport aux deux mois précédents, alors qu'en 1987, l'augmentation (sur la même période) avait été de 9,5% » (*Libération* du 22 mars 1989). Deux choses l'une, soit le nombre d'athées est en progression, soit les chrétiens n'ont que faire des recommandations du sieur Decourtray, qui avait pourtant été très clair sur le sujet...

• LE GROUPE AMPÈRE.

Rémy Montagne, patron du groupe de presse catholique Ampère, a trouvé une formule efficace pour veiller sur les lectures de nos chères têtes blondes. Depuis 1985, cet avocat intégriste est passé majoritaire dans nombre de maisons d'édition de bandes dessinées ; et pas des moindres, jugez plutôt : les éditions Lombards (qui éditent le journal *Tintin*) et Dargaud (qui édite *Pilote*, *Astérix* et *Lucky Luke*). Remy Montagne ne cache pas ses intentions et ses appuis : « Nos amis, comme Claude Bébear (patron du groupe d'assurances Axa, NDLA) sont très satisfaits que leur argent soit placée chez nous, car il s'agit de sauvegarder des valeurs ». Voilà de quoi inquiéter les amateurs de bandes dessinées.

• RU 486.

On se souvient des manœuvres de l'Eglise pour faire obstacle à la commercialisation du RU 486 (« la pilule abortive »). Or, selon une étude du professeur Baulieu publiée dans *The American Journal of Obstetrics and Gynecology* (la première revue spécialisée au monde), le RU 486 pourrait dans certains cas favoriser l'accouchement. On attend avec intérêt la position de l'Eglise...



• FIDÈLES.

Tout va toujours pour le mieux entre le sabre et le goupillon, voilà un couple qui n'est pas près de divorser. Encore récemment, le pape a déclaré que le service militaire était une chose positive et apprenait des valeurs telles que la discipline...

OLT

RELIGION

La liberté pour qui ?

DANS le recueil intitulé *La liberté* publié par l'éditeur J.-J. Pauvert en 1972, le lecteur découvre que l'auteur, Michel Bakounine, prône la liberté des cultes. Notamment, dans une lettre envoyée à l'historien Max Nettlau, Bakounine écrit ceci : « Liberté absolue de conscience et de propagande pour chacun, avec la faculté illimitée d'élever autant de temples qu'il plaira à chacun, à ses dieux, quels qu'ils soient, et de payer, d'entretenir les prêtres de sa religion ».



Les religieux seraient menacés ? Par qui ?

Approfondissant son sujet, le lecteur apprend que Camillo Berneri tient des propos similaires dans son journal, *Guerre de classes*, publié en Espagne entre 1936 et 1937 (1). Berneri écrit : « Je déclare que tout en ne pratiquant aucun culte et ne professant aucune religion, je serai au cours de la révolution italienne aux côtés des catholiques, des protestants, des juifs, des Grecs orthodoxes, chaque fois qu'ils revendiqueront la liberté religieuse pour les cultes ». Plus loin, il ajoute : « L'anticléricalisme assume trop souvent le caractère de l'Inquisition... rationaliste. Un anticléricalisme non libéral, quel qu'en soit la couleur, est fasciste... En plus de fasciste, l'anticléricalisme non libéral est peu intelligent », et de poursuivre, « Malatesta s'est toujours opposé aux fanatiques de... la libre pensée ».

Anarchie et christianisme ?

Allant plus avant, le lecteur tombe bientôt sur l'ouvrage de Jacques Ellul, intitulé *Anarchie et christianisme*, édité en mars 1988 par l'Atelier de création libertaire de Lyon. Là, un nouveau pas est franchi. Ce ne sont plus les athées qui s'expriment, mais un authentique chrétien qui, à l'exemple de Tolstoï, a versé dans l'anarchisme sans rien renier de sa foi en Dieu. Se voulant un appel à la compréhension mutuelle *Anarchie et christianisme* fourmille de citations empruntées aux écrits religieux visant à prouver que le christianisme est porteur de thèses anarchistes. Ainsi, croyants et athées marcheraient de concert, allant jusqu'à se confondre.

Et si l'on en juge par un témoignage, inséré en fin d'ouvrage, signé Adrien Duchosal, des prêtres deviendraient libertaires. Monde idéal, hélas !, non conforme à la réalité. En 1936, les membres du syndicat espagnol CNT et ceux de la Fédération anarchiste ibérique soulignaient cela à Camillo Berneri. En octobre 1988, dans le numéro 721 du *Monde libertaire*, Marc Prévôtel faisait de même en direction de Jacques Ellul. Là encore, Bakounine servit de référence, puisqu'il

lui fut emprunté la citation suivante : « Si Dieu existe, l'homme n'est pas libre ».

Au regard de la controverse qui agite certains libertaires lorsque est mis en avant le principe de la liberté du culte en éventuelle société libertaire, il ne s'agit pas ici de prendre fait et cause pour les uns ou les autres, mais de souligner des aspects troublants en matière de liberté. Alors qu'aucun processus de déconfectionnalisation n'est véritablement enclenché, des voix s'élèvent réguliè-

ment du camp religieux. De nombreux faits, servis quotidiennement par une presse avide de sensationnel, s'offrent aux yeux du public. Tous soulignant combien la religion sait nous prouver son intolérance. Martin Scorsese, Salman Rushdie et tous les anonymes qui ont eu à souffrir ces derniers mois d'une propagande cléricale outrancière, sont là pour témoigner. Un film projeté, un livre publié, un produit favorisant l'avortement ou la contraception mis sur le marché, et voilà que les passions se déchaînent, conduisant parfois jusqu'au meurtre.

Un « lobby » intégriste ?

Intolérance émanant des intégristes, diront certains. En êtes-vous convaincus ? Pour ceux qui ont vu le sieur Decourtray en tête d'un rassemblement, place Bellecour à Lyon, à l'automne 1988, en pleine affaire Scorsese, il semble évident que le « lobby » intégriste n'est pas seul responsable des poussées de fièvre secouant dernièrement la chrétienté. Le clergé officiel a sa part de responsabilités dans les exactions commises.

Force est alors de constater combien apparaissent vaines les sages paroles de Jacques Ellul et les écrits généreux d'un Berneri ou d'un Bakounine (bien que ce dernier ait émis toutefois de solides réserves vis-à-vis de la religion, même s'il admet la liberté du culte). Se pose alors la question de savoir comment endiguer la vague des délires mystiques, prête à submerger le monde laïc ?

Le recours à la propagande laïque s'impose. Hélas !, rares sont les médias désireux de présenter au public un ton nouveau venant des partisans de la libre pensée. L'accès à la télévision reste interdit aux athées. Pourtant, entre les émissions religieuses du dimanche matin sur Antenne 2 et celles, quotidiennes, de Jimmy Swaggart sur Télé Monte-Carlo, et probable-

ment sur d'autres stations périphériques, il serait bon, en cette année de célébration du bicentenaire de 1789, qu'une plage horaire soit dégagée en faveur des libres penseurs (2). Ainsi pourrait-on espérer voir Joseph Berny, président de la Libre Pensée ravir, auprès des téléspectateurs, le « leadership » détenu jusqu'à présent en matière de communication religieuse par le père Di Falco.

Autre souhait, qui débord nos frontières, nous aimerions qu'enfin soit abolie la peine de mort, en terre d'islam, dont pâtissent les athées déclarés, au sein de la plupart des pays musulmans, un faible nombre de pays plus « libéraux » n'offrant que la prison (sic).



Un film satanique ?

La situation peu enviable faite aux athées doit conduire ces derniers à poursuivre la propagande laïque sans se sentir coupables d'« Inquisition... rationaliste ». Tant que l'injustice régnera, tant qu'il y aura alliance entre le sabre et le goupillon, dans le but d'asservir les foules, ceux qui se reconnaissent à l'énoncé de la devise « Ni Dieu ni maître » s'y conformeront inlassablement et fermement.

Claude NEPPER
(La « Commune de Grasse »)

(1) *Guerre de classes*, de Camillo Berneri a été publié sous la forme d'un recueil par les Cahiers Spartacus en septembre 1977.

(2) Actuellement seule Radio-Libertaire offre chaque dimanche de 10 h à 12 h la parole à la Libre Pensée.

EUGÈNE BIZEAU

« Partir sans regret »

« Je suis l'humble artisan d'une tâche inféconde, mais devant les malheurs qui planent sur le monde, je rougis d'être de ceux qui n'ont rien dit ! ». Eugène Bizeau a écrit, beaucoup écrit. Il s'arrêta le 17 avril 1989. Nous attendions le 29 mai pour lui souhaiter son 106^e anniversaire. La disparition d'Eugène Bizeau, « chansonnier anarchiste », ancien membre de la « Muse rouge », touche toutes celles et tous ceux qui l'ont rencontré, vu ou simplement lu. Cette année, les parfums du lilas et du muguet ne viendront pas charmer les rencontres organisées pour son anniversaire.

Cent six ans, presque...

Le 29 mai, Eugène Bizeau aurait eu 106 ans, le poète-vigneron-pacifiste était comme une renaissance permanente, un appel à la vie pour tous ceux qui l'ont rencontré, ne serait-ce qu'une fois !

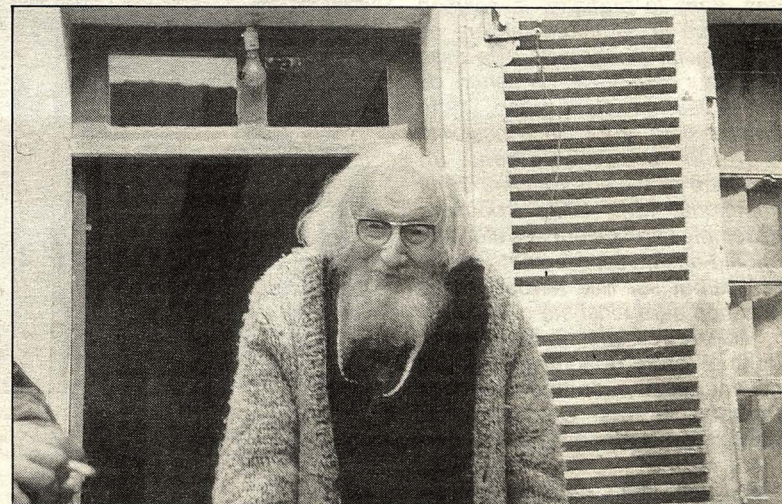
Le secret de sa ténacité était sa lutte pour un pacifisme mondial. Toute sa vie Bizeau a écrit : « Lutter pour le succès des causes généreuses / Pour l'idéal de paix dont on a la fierté / Pour le destin meilleur des peuples douloureux / Pour le bonheur du monde et pour la liberté ».

La lutte d'Eugène Bizeau fut quotidienne, toujours à l'écoute des

causes généreuses. Cette lutte le ramenait au minimum d'illusions. Une force utile pour agir, contre la misère, l'injustice sociale, la pauvreté, l'indifférence, les compromissions. Le rêve était dans l'espoir mis dans ses poèmes. La critique

nement des hommes à fabriquer leur propre mort, il donne espoir à ceux qui cherchent la paix et la liberté.

Lentement. Eugène Bizeau nous a passé le flambeau. Sa mémoire grandit la lutte des pacifistes.

Eugène Bizeau lors de son 104^e anniversaire.

était dans sa voix n'épargnant pas les responsables des destins tragiques : les gouvernements et les militaires. « Les crâneurs, les olivierons / Du Grand-Guignol parlementaire / Et tous les sabreurs de la Terre / Soufflent déjà dans leurs clairons / Pour fêter la bombe à neutrons » (1978).

Eugène Bizeau n'a pas lutté en vain. Toujours étonné par l'achar-

« Lutter jusqu'à la fin du rêve ou du poème / Qui soutient notre cœur et l'enflamme en secret / Et quand on n'est plus rien que l'ombre de soi-même / Sourire à la jeunesse et partir sans regret. »

Jean-François (Montmorency)

NOUVELLE-CALÉDONIE

Indépendance et alternative

La Nouvelle-Calédonie ne fait plus la une de la grande presse. Retombée dans l'oubli, « Accords de Matignon » obligent, tout serait miraculeusement rentré dans l'ordre. Mais le pacte RPCR/FLNKS répond-t-il à la volonté d'indépendance du peuple kanak ? La France prépare-t-elle réellement son éventuelle éviction ?

Le problème foncier

L'absence de toute référence à la question foncière dans les « Accords de Matignon » n'est pas

cle au développement agricole que ne l'est la présence des cultivateurs et éleveurs non canaques ». Apparemment, donc, les Kanaks n'auraient pas encore totalement assimilé les concepts occidentaux...

Intégration salariale

Parallèlement, le colonialisme tente de désamorcer la revendication mélanésienne par l'intégration croissante des Kanaks dans la vie économique de l'île.

A Ouaté (côte ouest), à la suite d'un conflit opposant autochtones

trise, « les gens vivent avec l'épée de Damoclès d'un départ de la SLN, alors ils ont refusé de se lancer dans des actions politiques dures pour préserver l'emploi ».

Une élite kanake

D'après les « Accords de Matignon », il convient de « rattraper les retards et de corriger les déséquilibres que traduit la trop faible présence de Mélanésiens dans les différents secteurs d'activités du territoire, et en particulier dans la fonction publique ». C'est pourquoi fut lancée l'opération « 400 cadres pour 1989 ». Vingt-cinq Kanaks sont d'ores et déjà en stage à Besançon et seront mutés à leur retour à des postes de responsabilité. Formée et encadrée sous la haute surveillance de la métropole, que deviendra cette élite dans 10 ans ?

Des études « prévoieront la réalisation de grands travaux destinés à rééquilibrer le développement économique du territoire et à améliorer les conditions de vie quotidiennes de ses habitants ». Il s'agit donc de moderniser l'île dans de nombreux domaines : infrastructures routières, expansion des communes, développement du tourisme...

J.-M. Djibaou a fait des déclarations inquiétantes concernant le projet de zone franche autour d'un éventuel aéroport international à Népoui (centre nord), lors de son entretien avec le ministre de l'Agriculture. « Et puis, j'ai évoqué un peu le projet de Népoui avec l'idée qu'il sort chaque année peut-être 2 500 jeunes sur la marché du travail et qu'on a pas d'emplois. Il faut une culture de maraichage, que année sur le territoire, quels sont les projets industriels importants par rapport à la formation qu'on essaie de donner qui pourraient donner de l'espoir aux jeunes qui sont sur le marché ? Il n'y a pas de grands projets, alors c'est pour cela que j'ai évoqué ce projet avec lui, en disant qu'il faut pour le pays des projets mobilisateurs. Mobilisateurs parce que créateurs d'emplois, et même provocateurs pour les gens qui se forment ; pour qu'ils aient envie de s'investir dans la formation (...). Cela ne concerne pas directement le ministre de l'Agriculture, quoi que je lui ai dit qu'autour de Hong-Kong il y a toute une culture de maraichage,

par l'aéroport international de Népoui, ils se posent, ils jouent au casino, ils vont à l'hôtel dans les salles de bains, de massages, etc., puis ils reprennent l'avion, ils rentrent chez eux pour travailler le lundi ».

Le fameux rééquilibrage en faveur des Kanaks risque de se concrétiser par leur parfaite insertion dans le système capitaliste. La future élite kanake n'est-elle pas l'embryon de la bourgeoisie indigène ? Si le mouvement indé-



Accord RPCR/FLNKS.

fortuite, au contraire elle illustre leur teneur fondamentale : la sauvegarde des intérêts caldoches. Les colons resteront sur les terres volées aux autochtones, n'en déplaisent aux tribus.

Récemment, le ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, précisa sa pensée et ses intentions sur le sujet : « On ne produit pas, on n'investit pas, on n'améliore pas la productivité dans l'ambiguïté et l'incertitude. C'est la raison pour laquelle je crois qu'il faut que nous avançons de manière pratique mais réelle dans le problème foncier. Celui-ci est lié à la nécessité de l'investissement et du développement ». C'est la raison pour laquelle il faut créer dans chaque localité « une commission communale d'aménagement foncier, chargée de débattre du statut et de la stabilité des exploitants agricoles sur la terre. Cette commission comprendra les autorités élues, les représentants coutumiers et tous les utilisateurs du sol. Elle sera chargée de trouver, au cas par cas, dans la pratique, la solution pour que la situation foncière ne soit jamais un obstacle à la mise en valeur de la terre. En dehors de ce travail de clarification, cette commission aura la possibilité d'établir progressivement un cadastre des biens fonciers de la commune (...). L'Etat donnera l'exemple et réservera ses aides en priorité aux investissements qui se réaliseront sur des terres dont la situation aura ainsi été clarifiée ».

Mise en valeur et rentabilité sont donc à l'ordre du jour. Il est dorénavant question de normaliser les rapports entre Caldoches et Kanaks au détriment de ces derniers bien sûr. Cela n'est guère surprenant, déjà, en mars 1985, il était impératif pour Edgar Pisani « que naisse une agriculture canaque productive. Il ne faut pas pour cela que disparaisse l'agriculture des broussards, bien au contraire. Il faut que naisse un nouvel essor, il ne faut pas pour cela que s'en aillent ceux qui cultivent aujourd'hui et qui veulent continuer à travailler cette terre ». D'après lui, la tradition, le droit foncier et coutumier indigène « est un plus grand obsta-

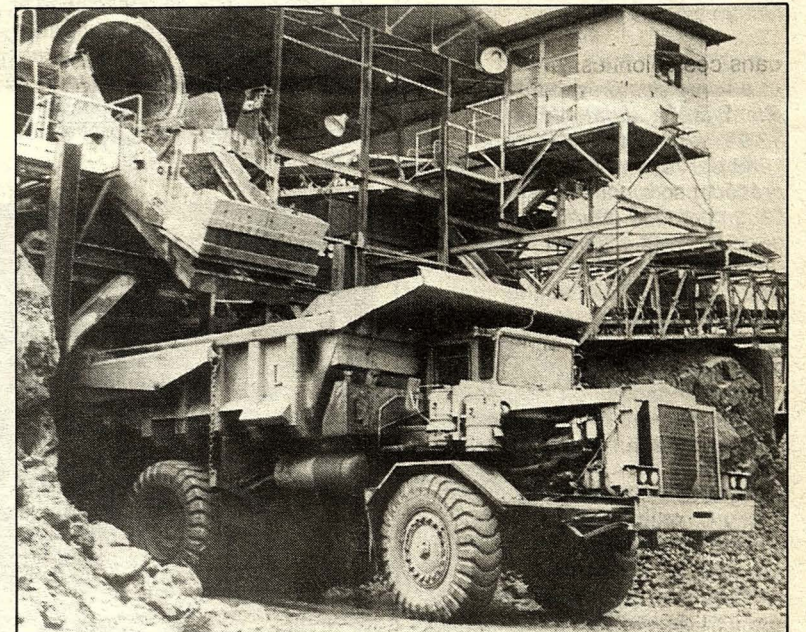
à la Société Nickel, un accord se traduit par l'embauche de 5 ouvriers kanaks par la SLN et de 10 autres après formation professionnelle. Les sous-traitants devraient également embaucher 10 personnes. De plus, selon la *Dépêche kanake*, « la SLN et l'USOENC s'engagent à aider la population à créer et financer une société de travaux publics et miniers. La SLN s'est particulièrement engagée à fournir du travail contractuel à cette société pour les infrastructures de sa mine de Kopeto. Ultérieurement, cette société pourra diversifier ses activités en fonction d'accords à discuter avec l'administration ». Peut-on sincèrement parler de victoire après de tels accords qui assujettissent les Kanaks aux activités de la mine dirigée par la SLN ?



Referendum sur la Nouvelle-Calédonie.

Thio est le symbole de la démobilité mélanésienne. Depuis les événements de 1984-1985, une trentaine de Kanaks ont été embauchés par la SLN, tandis que d'autres achetaient des véhicules pour travailler à leur compte. Est-ce la raison pour laquelle Thio est resté calme durant la tragédie d'Ouvéa ? Pour Bob Moindou, ex-lieutenant d'Eloi Machoro « reconverti » en agent de mai-

d'agriculture et aussi des pêcheurs, et que c'est toute une région qui s'est développée à partir de la zone franche parce que cela fait des bouches à nourrir, des gens qui circulent, des restaurateurs, des ateliers, des casinos, des salles de jeux, des banques, etc. Tout cela est créateur non seulement d'emplois mais amène des consommateurs, surtout si c'est une zone franche. Les gens arrivent



Mine de nickel de Thio.

Le leader indépendantiste envisage-t-il que la Kanaky concurrence la Thaïlande ou les Philippines en matière de tourisme, jeux d'argent et prostitution ?

Néo-colonialisme ou alternative ?

Jusqu'à aujourd'hui, les « Accords de Matignon » se traduisent sur le terrain par une certaine démobilité du mouvement indépendantiste. La stabilité politique et la paix publique prédominent, bien que rien ne soit résolu. Le partage des responsabilités entre Kanaks et Caldoches, dans le cadre colonialiste, la formation, de cadres, l'embauche d'ouvriers kanaks, l'instauration d'un dialogue pour régler le problème foncier sont autant de facteurs de démobilité si les Mélanésiens n'y prennent garde.

pendantiste ne relève pas la tête, ne s'oriente pas vers une voie résolument alternative, la Kanaky est condamnée à sombrer dans le néo-colonialisme. D'après le dernier congrès de l'Union calédonienne, l'heure est désormais à « la construction de la Kanaky », ne serait-il pas plus juste de parler de totale intégration de l'île au système capitaliste mondial ?

C'est ainsi que le référendum de 1998 entérinera soit le maintien du « Caillou » dans les TOM, suite à une victoire caldoche, soit l'arrivée au pouvoir d'une bourgeoisie locale qui aura intérêt à maintenir ses liens avec l'ancienne métropole. Dans un cas comme dans l'autre, l'Occident aura vaincu en détruisant le mode de vie original mélanésien.

Jean-Claude PASCAL

Indépendance et alternative

Se prononcer pour la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie signifie remettre en cause « l'économie de comptoir » qui régit le « Caillou ». Le nickel (80% des exportations de l'île), l'import-export aux mains d'une minorité caldoche, l'afflux de capitaux en provenance de la métropole (2 400 millions de francs en 1987) élèvent l'île au 24^e rang mondial concernant le PNB par habitant !

Les « Accords de Matignon », qui ont pour objectif de « favoriser le développement économique, social et culturel » renforceront les bases mêmes du colonialisme en perpétuant un niveau de vie superficiel.

La contre-offensive indépendantiste doit s'effectuer sur tous les fronts : élaborer un projet à propos du nickel, briser l'import-export, refuser l'afflux de capitaux métropolitains... Contre l'expansion du système colonial et reconquérir l'économie, tel est l'impératif. Il serait donc question de favoriser et de consolider un « développement autocentré », c'est-à-dire donner la priorité aux secteurs de production (agriculture, pêche, artisanat) par l'instauration de coopératives de production et de distribution. Mais il s'agit également de respecter l'équilibre écologique en utilisant une technologie adaptée au milieu ambiant. Parallèlement, la lutte pour la réappropriation des terres doit se poursuivre, la solidarité avec le mouvement indépendantiste tahitien s'intensifier...

A son heure de gloire, J. Chirac optait pour la force afin de maintenir la Kanaky sous domination française, F. Mitterrand, lui, a choisi une tactique toute en douceur, mais l'objectif est le même. Aucun système colonial n'ayant été brisé avec le consentement de la métropole, l'heure est donc plus que jamais à la lutte, avant qu'il ne soit trop tard !

J.-C. P.

NOUS AVONS REÇU :

VENEZUELA.

• « **Corre A** » n° 7 et 8. Cela faisait longtemps que nous n'avions plus de nouvelles, et cela nous fait sacrément plaisir de recevoir ces deux numéros. Beaucoup d'articles généraux sur l'anarchisme, ainsi que divers articles sur le chômage, les politiciens et les élections, le Chili, etc. Nous en reparlerons dans ces colonnes.

PAYS-BAS.

• « **De Zwarte** » n° 123 et 124. Avec au sommaire : les femmes et la journée du 8 mars ; les anarcho-féministes, anti-apartheid et Shell ; le SIDA ; le Salvador ; l'OTAN ; ainsi qu'un dossier complet de 24 pages relatant les méfaits de la société Shell.

• « **De Vrije** » n° 4. Au sommaire : Shell et l'Afrique du Sud ; les anarchistes hongrois ; portrait d'un communard, Jules Vallès.

• « **De Raaf** » n° 78. Au sommaire : campagne contre Shell ; l'éco-anarchisme ; dossier sur l'écologie et l'anarchisme ; le mouvement libertaire en Argentine ; l'éco-communauté de Montevideo, une initiative intéressante en Uruguay ; les anarchistes polonais ; ainsi que divers articles sur l'histoire du 1^{er}-Mai, sur l'AIT et la Black Cross.

• « **De As** » n° 85. Consacré entièrement à l'anarcho-féminisme et à son histoire ; à lire, assurément, pour ceux et celles comprenant le néerlandais

Beaucoup d'articles, donc, sur les liens entre la société Shell et l'apartheid en Afrique du Sud, cela afin d'annoncer une campagne anti-apartheid qui culminera les 19, 20 et 21 avril 1989. Pour plus d'informations, écrire à : « Shelle vit Zuid-Afrika », Postbus 6452, 1005 EL Amsterdam (tél. : [19] 31.20.84.91.15).

ITALIE.

• « **Rivista anarchica** » n° 161. Au sommaire : antimilitarisme ; travail alternatif ; Armando Borghi ; pédagogie libertaire ; ainsi qu'un important dossier sur l'architecture et l'urbanisme.

• « **L'Internazionale** », avril. Au sommaire : répression à Livourne contre un centre autogéré ; l'utopie de la résistance (réflexion) ; antimilitarisme ; histoire des anarchistes italiens aux Etats-Unis ; Virgilia d'Andrea, poétesse de l'anarchie.

• « **Umanita Nova** » n° 9-89. Au sommaire du journal de la Fédération anarchiste italienne : apartheid, la complicité de l'Italie ; conflit de la FIAT ; la guerre des ports : lutte et riposte ouvrière ; compte rendu du congrès sur l'école qui a eu lieu à Bologne le 19 février dernier ; un article sur le Venezuela étranglé par le FMI.

Relations internationales

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

PAYS BASQUE ESPAGNOL

Un décret contre une grève

NOUS voudrions vous donner quelques informations à propos de la grève que soutiennent les employés (Inserhig et CLM) qui effectuent les travaux de nettoyage en sous-traitance pour les centres d'Osakidetza (service de santé basque).

La grève a commencé par la revendication des employés pour être placés au même niveau, en ce qui concerne les conditions d'emploi et de salaires, que celles qui effectuent le même travail au même endroit, mais qui dépendent directement d'Osakidetza. Bien que cette grève soit la première que mènent ces compagnes (elles sont environ 150), elles font preuve d'une fermeté et d'une intégrité exemplaires. Et ceci malgré le fait qu'au cours de ces deux semaines, elles aient dû faire face aux violences des briseurs de grèves envoyés par la direction, armés de matraques et de chaînes, et à celles de la police, qui chargea de manière décidée pour protéger des volontaires de la Croix-Rouge venus retirer les ordures accumulées, faisant ainsi fonction, eux aussi, de briseurs de grèves.

Un décret pour briser une grève

Le dernier problème auquel elles ont dû faire face est un décret du gouvernement basque rendant obligatoire une propreté telle, dans les centres hospitaliers, qu'il a pour effet de briser la grève.

La CGT (1) dénonce la gravité du décret du gouvernement basque interdisant de fait la grève. Il s'agit non seulement d'une atteinte à un droit fondamental, mais aussi d'un précédent qui ouvre la voie à la future et menaçante loi sur la grève. A travers les grévistes d'Osakidetza, ce décret vise collectivement les travailleurs.

Il faut remarquer l'attitude inqualifiable des négociateurs représentant Osakidetza. Ils ont défendu systématiquement les sous-traitants et n'ont pas respecté leur

engagement concernant les rétributions horaires. Ces négociateurs ont pour noms : Juan Calvo, directeur de la Santé de la province d'Alava ; Antonio Heras, des services centraux, responsable de la sous-traitance ; et Txomin Acha, sous-directeur d'Osakidetza-Alava.

Une discrimination évidente

Osakidetza, par son attitude dans cette affaire, se montre prête à entretenir une situation de discrimination évidente. Des salariées qui

effectuent le même travail, dans la même entreprise, ont un salaire et des conditions de travail différents selon leur appartenance à Osakidetza ou à un sous-traitant. Pourtant, ces entreprises privées n'offrent aucun avantage aux usagers, pas plus en qualité qu'en coût. Services plus chers qu'une gestion directe par Osakidetza, conditions de travail plus dures... Seul effet de la situation : une accumulation de bénéfices par les entreprises de sous-traitance.

La CGT insiste sur la nécessité qu'Osakidetza cesse toute relation contractuelle avec des entreprises

qui ont prouvé, par leur comportement anti-civique, mafieux, proche du gangstérisme, leur véritable nature.

Si la violence des briseurs de grèves et de la police n'a pas pu étouffer la lutte des employées, ce n'est pas ce décret qui y arrivera. La CGT appelle à l'unité d'action de tous les syndicats, avec comme objectif de s'opposer aux décisions qui touchent gravement aux droits de tous les salariés. Concentrons notre pression pour que la nécessité d'une solution positive du conflit apparaisse.

Extrait du tract d'information du 13 avril 1989 de la CGT-Vitoria

(1) CGT est le nouveau sigle de l'ex-CNT dite renouée.

Soutien mode d'emploi

La grève traverse aujourd'hui un passage difficile, au moment même où elle semblait pouvoir aboutir à un accord. Le décret anti-grève a renforcé les entreprises au détriment des employées. Celles-ci, en revanche, supportent déjà un bon nombre de jours de grève et commencent à avoir besoin d'appuis économiques et de solidarité. Nous vous transmettons trois textes, en vous demandant d'envoyer immédiatement des télégrammes à :

- Gobierno Vasco, DPTO de Trabajo, c/ Duque de Wellington, 1 Vitoria/Gasteiz, Espagne. Texte à joindre : « *Contra decreto atentatorio derecho fundamental huelga. Solidaridad trabajadoras limpieza Osakidetza* » (1) ;
 - Gobierno Vasco, DPTO de Sanidad, c/ Duque de Wellington, 1 Vitoria/Gasteiz. Texte à joindre : « *Exigimos solucion conflicto limpiezas Osakidetza. Solidaridad trabajadoras. Igual trabajo igual salario* » (2) ;
 - Comité huelga limpieza Osakidetza, Residencia Ortiz de Zárate (Txagorritxu), c/ Jose Achotegui S/N Vitoria/Gasteiz. Texte à joindre : « *Solidaridad con vuestra lucha. Animo. Estamos con vosotros* » (3) ;
- Par ailleurs, nous vous demandons aussi de fournir l'aide économique que vous pourrez pour ces grévistes. Pour obtenir de plus amples informations, vous pouvez également téléphoner au syndicat : (945) 27.29.82.

Syndicat unique des travailleurs de la CGT Vitoria/Gasteiz

(1) A adresser au gouvernement basque, direction du travail : « Contre le décret portant atteinte au droit fondamental de grève. Solidarité avec les employées de nettoyage Osakidetza ».

(2) A adresser au gouvernement basque, direction de la santé : « Nous exigeons une solution dans le conflit du nettoyage Osakidetza. Solidarité avec les employés. A travail égal, salaire égal ».

(3) A adresser au comité de grève : « Solidarité avec votre lutte. Courage. Nous sommes avec vous ».



Espagne : un travail de fourmi

LA lutte pour la reconnaissance des sections syndicales commence à porter ses fruits. Le travail est ardu, les pièges et les pressions nombreux, essentiellement dans les PME.

Le travail de fourmi, difficile, de nos compagnons se voit récompensé dans la reconnaissance, tant dans les luttes qu'au niveau des prud'hommes.

La Banque de Jerez désavouée

La Banque de Jerez, filiale de la Banque Hispano-Américaine, a été « déboutée » par les prud'hommes de Grenade et condamnée à la réintégration de Juan Domingo Sanchez. Notre compagnon, délégué du personnel dans la succursale d'Arilla, fut licencié à cause de son mandat de représentant des travailleurs.

Les motifs invoqués sont absurdes et faux « arrivé en retard... un jour ; arrosage des archives de la succursale avec un extincteur ; manque d'intérêt dans son travail ».

La sentence rendue démontre parfaitement la discrimination dont notre compagnon a été la victime, car la loi organique des libertés syndicales (d'où il découle qu'un syndicat qui n'a pas participé aux élections a le droit à une délégué, comme tout syndicat qui n'aurait pas obtenu 10% des voix) n'exige pas comme condition sine qua non la participation aux élections.

CNT-AIT

RADIO LIBRES Répression en Espagne

L'Etat espagnol est décidé à frapper un grand coup dans le milieu des radios libres espagnoles.

Plusieurs radios ont reçu l'ordre de cessation d'émission. Pour l'une d'entre elles, « Onda Verde Zaragosa », la répression a été immédiate et sans sommations ; la filaille a frappé.

Nous devons rester vigilants, prêts à intervenir à tout moment.

Relations internationales

RÉVOLUTION FRANÇAISE

La Révolution française et les ouvriers

QUOI que l'on pense de la Révolution française et de ses limites, nul doute qu'elle a marqué un changement de société. Et pour cette raison on a cherché la trace des rapports sociaux que nous subissons aujourd'hui. Le mouvement ouvrier est l'une de ces recherches. Existait-il un prolétariat en 1789 ? Si oui, s'est-il organisé en tant que tel ?

Il ne faut pas concevoir la condition ouvrière de cette époque comme celle du XIX^e ou du XX^e siècle. Avant la Révolution, le travail urbain est dominé par l'artisanat et par les corporations. La promotion sociale se fait dans un monde très codifié, héritage de la période médiévale. Le terme d'ouvrier lui-même n'a pas le sens qu'on lui prête aujourd'hui. Il est flou et désigne souvent un « chef d'atelier » qui travaille de ses mains mais sous-traite une partie du travail. Les ancêtres de nos modernes ouvriers seraient plutôt les compagnons ainsi que ceux qui travaillent dans les rares entreprises importantes : mines, manufactures. Ceux-là sont déjà des « prolétaires », bien que peu nombreux et dispersés. La spécialisation reste peu poussée dans les métiers, aussi ces salariés ont-ils du mal à se définir entre les paysans et les artisans. Leur misère est effroyable ; à Lyon, les Canuts vivent à grand-peine et leurs émeutes visent surtout à se procurer le pain nécessaire. Paradoxalement, la Révolution commence par une émeute ouvrière alors qu'il n'y en aura guère durant les événements.

En 1788, un fabricant de papiers peints, Réveillon, aurait critiqué ses salariés, selon lui beaucoup trop payés. Il s'ensuit une grave émeute, prélude à la Révolution. Il y a cent morts, peut-être plus. Mais cette affaire reste mal éclaircie (il s'agit peut-être d'une machination des concurrents de Réveillon). Cette émeute a été sans doute plus populaire que strictement ouvrière, car la disette exaspérait les passions.

La condition ouvrière

La Révolution bouleverse la condition des ouvriers, bien qu'il n'y ait guère de réflexion sur ce thème. La seule exception se trouve dans les écrits du docteur Charles Montlinot. Dans deux brochures (en 1779 et 1790), il reprochait à la société de consommer l'ouvrier comme un combustible.



Atelier.

Montlinot réfutait l'accusation de paresse pour expliquer le chômage. Sans le droit au travail, disait-il, la mendicité est inévitable.

L'écrivain le plus proche, humainement, des ouvriers était sans conteste Rétif de la Bretonne. Le célèbre auteur « libertin » et utopiste avait travaillé comme typographe, puis comme imprimeur (il composa certains de ses livres directement, sans manuscrit). Il écrivait : « Moi qui vis avec les ouvriers, qui les con-

nais jusqu'au fond de l'âme ». Dans ce milieu des typographes, les journées de travail étaient très pénibles : de 14 à 18 heures entrecoupées de chômage chronique. Rétif de la Bretonne condamnait l'exploitation, comme chez ce patron parisien accusé de faire « de l'imprimerie une geôle où tous les ouvriers sont enfermés, pour être lâchés comme de vils animaux aux heures de prendre leurs repas ». Il prépara un projet d'imprimerie coopérative dont tous les ouvriers seraient actionnaires. Cet auteur restait très modéré, en la situant dans une économie libérale, mais au moins encourageait-il les ouvriers motivés. En effet, l'organisation débute parmi les typographes. Avant 1790, s'était créée une « Assemblée typographique » qui élabore, au mois de juin, un « Règlement général » adopté par une « Assemblée générale des représentants des ouvriers ». Ce document, réédité par P. Chauvet (1), prévoyait l'organisation de secours mutuels en cas de maladie ou de vieillesse. De cette « Assemblée », sortit le Club typographique qui, non seulement se préoccupait de secours mutuel, mais aussi organisait la lutte professionnelle. Les patrons dénoncèrent son activité « contraire à la liberté ». Les députés s'inquiétaient eux aussi de cette montée revendicative, d'autant que divers clubs ouvriers essaieraient en province.

L'année 1791 est particulièrement agitée. La masse des chômeurs employés dans les ateliers de charité à des travaux de substitution représente une menace potentielle pour les autorités. Les ateliers sont fermés, provoquant un surcroît de misère. Au printemps 1791, de nombreux ouvriers du bâtiment débraient pour réclamer des augmentations de salaires. Ils vont jusqu'à demander un « tarif », le salaire minimum ! Les typographes participent à une grève vers avril-juin 1791.

La loi Le Chapelier

C'est pour cette raison qu'un obscur député breton, Le Chapelier, fait voter le 17 juin la loi qui porte son nom. Sous prétexte de supprimer les corporations, on interdit le droit de grève et de coalition (articles 2 et 3). La loi défend aussi la « liberté » de travailler contre les agitateurs. Ceux-ci risquent trois mois de prison et une amende. Les autorités sont som-

mees de disperser tout attroupement sur la voie publique.

Signalons un aspect très important dans cette loi faite pour les patrons : les coalitions « sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté des droits de l'homme et de nul effet ». Ce n'est pas par hypocrisie que l'on se revendique des droits de l'homme pour réprimer le mouvement ouvrier. Philosophie individualiste par excellence, la conception des droits de l'homme défend le patron contre ses



Mise à sac de la maison de Réveillon.

La loi Le Chapelier fut adoptée sans problème, pratiquement sans débat. Quelques députés, dont Robespierre et Marat, craignaient seulement que l'on veuille interdire aux ouvriers de faire de la politique, mais l'unanimité se fit contre les revendications sociales.

La frange du monde ouvrier qui s'organisait s'en trouva stoppée dans son élan. Ne faisons pas des associations de secours mutuels une sorte de syndicalisme, ce qui serait anachronique. Il s'agit plutôt d'un début de l'esprit mutualiste de la solidarité dans le monde du travail qui donnera naissance, bien plus tard, aux mutuelles et au syndicalisme. Après la loi Le Chapelier, il n'y aura pas de représentants du monde ouvrier (2), y compris parmi les élus. La Convention de 1792 ne comportait que deux députés d'origine ouvrière : Noël Pointe, travailleur de l'armurerie et le cardeur de laine Jean-Baptiste Armonville (3). D'abord maratiste, puis partisan de Babeuf, Armonville faisait scandale en venant siéger coiffé d'un bonnet rouge. Aucun de ces deux hommes ne prit position en faveur de leur milieu d'origine. Mais là, il s'agit plutôt d'une caractéristique du système parlementaire !

Citons tout de même le cas de Gilbert Romme, l'une des rares figures honorables de cette oligarchie électorale. Romme s'était ému avant la Révolution du sort des ouvriers de Saint-Etienne. « La ville est noire et enfumée, partout on ne voit que des forgerons ou des charbonniers, ils ont adopté un costume dont la couleur sombre annonce bien leur état », dit-il en parlant de ces « malheureux ». Il proposera un additif à la déclaration des droits de l'homme incluant le droit au travail, ce qui sera repoussé.

Dans les écrits ou les prises de position publiques, il ne faut pas confondre la défense des ouvriers avec celle des pauvres. La répression anti-ouvrière coïncide avec le développement du mouvement sans-culotte. Celui-ci était bien plus large, incluant des artisans (majoritaires), des salariés, des

domestiques, quelques employés et de petits patrons. Le « menuisier » Duplay, qui hébergeait Robespierre, était en fait un entrepreneur. Selon sa fille, il n'aurait jamais mangé à la même table que ses « domestiques », c'est-à-dire ses ouvriers ! N'attendons pas de ces leaders du Faubourg Saint-Antoine la moindre compassion pour la misère ouvrière.

La sans-culotterie

On a beaucoup insisté sur le caractère hétéroclite de la sans-culotterie pour lui dénier une conscience sociale. En fait, celle-ci est assurée par les artisans. Si le mouvement populaire avait continué sa propagande constructive au-delà de 1793, nul doute qu'il aurait aspiré à l'atelier indépendant et égalitaire en cooptant les salariés et en excluant les riches, quelques documents le prouvent assez.

Malheureusement, la sans-culotterie a été brisée dans ses forces vives dès septembre 1793 par le régime jacobin. Il reste que la solidarité populaire s'organisa d'abord autour de la consommation. En réclamant le contrôle du commerce, en attaquant les marchands, les riches et parfois les gros propriétaires, les sans-culottes se soudaient par une notion de « classe », certes imprécise mais beaucoup moins négative qu'on ne l'a dit. Les ouvriers sont intégrés dans le combat des consommateurs révolutionnaires. Il n'y a eu qu'une seule grande manifestation ouvrière, celle des 4 et 5 septembre 1793. Des ouvriers du bâtiment, des manufactures d'habillement, des ateliers de guerre, se rassemblèrent à la Commune pour réclamer du pain. On les envoya à la Convention qui fut envahie pacifiquement. Pour se les concilier, le régime jacobin institua alors le « Maximum », le blocage des prix pour les denrées essentielles.



Imprimerie.

Il faut constater que même ouvrière, la contestation porte sur la consommation et non sur la production. Il en va de même pour de grandes grèves, comme dans les mines de Poullaouen (Finistère) en décembre 1793, des Canuts en 1791 et 1792 ou dans les ateliers parisiens. Regroupés, les ouvriers restent manipulables. On peut les soudoyer pour les faire manifester dans un but politique. Lorsqu'un agent de l'Etat veut se constituer une milice personnelle, il recrute des ouvriers, pas des artisans beaucoup plus autonomes et conscientisés. Il n'est pas possible de détecter une aile « prolétarienne » qui serait la plus extrémiste au sein de la sans-culotterie. Les Enragés de 1793 ont pour partisans de petits artisans en premier lieu. En anticipant sur les structu-

res sociales du XIX^e siècle, Daniel Guérin (4) est tombé dans le même travers que ceux qui considèrent les sans-culottes « petits-bourgeois » : dénier au mouvement populaire de l'époque sa spécificité. Ni archaïques ni modernes, les sans-culottes se servaient tout bonnement des structures sociales qui leur étaient contemporaines.

Une nouvelle source d'agitation

Au printemps 1794, la situation se modifie quelque peu ; c'est toujours le pain qui provoque la contestation, mais les revendications se déroulent désormais dans l'atelier. Après s'être laissé imposer le Maximum des denrées, le régime jacobin instaure le Maximum des salaires pour juguler l'inflation. Mais ce dernier est plus strictement appliqué, et le budget des familles ouvrières s'en ressent. Aussi, il y a des remous dans l'industrie de guerre (qui emploie 60 000 personnes dans la capitale). Pétitions et grèves se succèdent parmi les ouvriers. Les robespierristes font arrêter plusieurs meneurs, notamment des ouvriers, mais le mouvement continue, rythmé par la cherté de la vie. Sans le 9 Thermidor, qui marque la chute de Robespierre, nul doute que celui-ci aurait eu à affronter un soulèvement général de salariés.

Après Thermidor, la déréglementation et la répression très dure contre le peuple interdisent toute grève. Notons tout de même que l'arrestation, en mai 1796, de Drouet, l'homme de Varennes et le compagnon de Babeuf, provoque une agitation dans les ateliers. La proscription des démocrates sous le Consulat (1800) suscite un mouvement parmi les ouvriers du port de Bercy sur les chantiers. Mais ces ultimes protestations n'ont rien d'un mouvement de masse. Alors que le mouve-

ment sans-culotte est exterminé (il n'y a pas d'autre mot) par la répression, les autorités s'inquiètent d'une nouvelle source d'agitation. En 1813, on dénonce des ouvriers « soupçonnés de travailler les ateliers ». Un nouveau type de lutte allait commencer, organisé autour du salariat.

Yves
(Gr. « Les Temps Nouveaux »)

- (1) Les ouvriers du Livre en France, T. 1, en vente à la librairie du Monde libertaire.
- (2) Déjà, aux Etats-généraux de 1789, seuls les maîtres-artisans avaient eu le droit de s'exprimer.
- (3) Voir G. Laurent : Un conventionnel ouvrier, Annales d'histoire de la Révolution française, 1960.
- (4) Daniel Guérin : La Révolution française et nous, Maspéro.

NOTE DE LECTURE

« Anarchists portraits », de Paul Avrich

UNE des attractions du circuit américain de conférences — il y a cent ans — était le prince Pierre Kropotkine. En octobre 1897, « le père bien-aimé de l'anarchisme moderne », qui était né noble à Moscou en 1842, s'adressait à la Société nationale de géographie de Washington. A New York, il parlait devant 2 000 personnes. A Boston, Harvard ou ailleurs, des foules entières pouvaient l'entendre parler des idées que l'on retrouvait dans ses œuvres : *L'entraide*, *Champs, usines et ateliers* et *La conquête du pain*.

L'entrée était de 15 cents, parfois moins, parfois gratuite, « de façon à ce que le simple travailleur puisse y assister ». Kropotkine revint en Amérique pour une autre tournée en 1901. A Chicago, Jane Addams, la directrice de « Hull House » qui devait obtenir le prix Nobel de la paix en 1931, l'accueillit. Emma Goldman et Clarence Darrow faisaient son éloge, comme plus tard Lewis Mumford, Ashley Montague et I. F. Stone.

Kropotkine, sereinement activiste et philosophe, aux antipodes des poseurs de bombes à qui l'on pense le plus souvent quand on mentionne l'anarchisme en société, est l'un des 17 anarchistes dont les carrières, les pensées et les combats sont ranimés par Paul Avrich. Ce dernier est professeur d'histoire au Queens College et à l'université de New York.

Ceux qui croient à l'anarchisme, ainsi que ceux qui veulent aller au-delà des discours tout faits, trouveront un rare plaisir intellectuel dans la lecture de l'œuvre d'Avrich. Il écrit de façon claire et, s'il montre une certaine sympathie pour son sujet, il reste toujours loin de toute flagornerie.

Dans la mesure où les textes d'histoire mondiale ou des Etats-Unis, à la fac ou dans les lycées, ignorent superbement l'anarchisme, des personnages tels que Kropotkine, J. W. Fleming, Gustav Landauer, Mollie Steimer, Ricardo Flores Magón, Alexander Berkman, C. W. Mowbray et Michael Bakounine n'ont pas droit à la célébrité qu'ils méritent. Comme tous les « ismes » — du capitalisme au communisme — les variétés d'anarchisme sont aussi larges que le monde.

Comment pourrait-on le définir ? Une des solutions serait de prendre la racine du mot : *arch*, le mot grec pour « loi ». Alors, *an-arch* devient « sans loi ». En d'autres termes : les lois du « moi » en communion

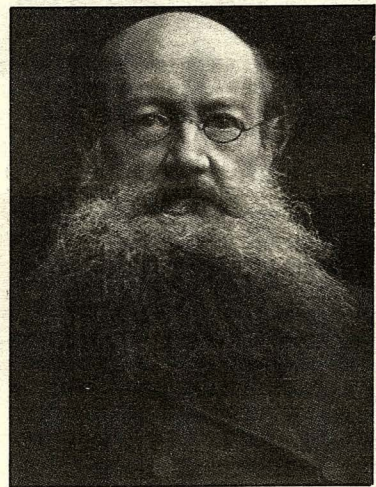
avec d'autres « moi » s'autorégulant. Les autres « archies » mondiales — incluant l'oligarchie, la monarchie, la hiérarchie et, par extension, le patriarcat et le matriarcat — imposent leur loi de l'extérieur et non de l'intérieur, là où est sa véritable place.

L'anarchisme a, bien sûr, ses échecs historiques, mais il interpelle aussi le rassurant conformisme que ceux qui le raillent peuvent ou veulent supporter, et font oublier les abus bien pires de la hiérarchie — comme dans le catholicisme — ou ceux de l'oligarchie politique qui permet aux richesses du capitalisme d'être contrôlées par quelques-uns seulement. C'est un peu comme pour les occasionnels poseurs de bombes anarchistes, dont la violence semble bien minable comparée à celle des lanceurs de bombes des démocraties : Harry Truman, Henry Kissinger, Richard Nixon — et celles des militaires qu'ils commandaient.

Les abus des gouvernements coercitifs, qu'ils soient de Moscou, de Washington, de Santiago ou d'Ho-Chi-Minh-ville, devraient justifier l'étude de l'anarchisme dans nos écoles. Avrich a raison de dire que « *L'appel de Kropotkine semble toujours autant d'actualité. Sa théorie de l'entraide conserve tout son attrait, tandis que l'Etat centralisé continue de justifier ses pires appréhensions (...)* ». Avrich cite Kropotkine sur la forme favorite de coercition gouvernementale : les militaires. « *Des guerres pour la possession de l'Etat ; des guerres pour l'empire des mers ; des guerres pour imposer les taxes aux importations et dicter ses conditions aux pays voisins ; des guerres contre des Noirs qui se révoltent ! Le grondeur du canon ne cesse jamais dans le monde ; des ethnies entières sont massacrées, les Etats européens dépendent un tiers de leur budget pour l'armement et l'on sait le poids que ces taxes font peser sur les travailleurs.* »

On ne « sait » pas, ou on choisit de ne pas « savoir ». Si c'était le contraire, les vies et les pensées des anarchistes du XIX^e et XX^e siècle seraient autant étudiées et discutées à l'école que celles des politiciens et des militaristes qui commandent les guerres ou la levée des impôts. Avrich ne détourne pas son regard des violences commises par quelques anarchistes au nom de « la propagande par le fait », mais il ne marche pas avec eux. Ces actions étaient entièrement « des erreurs et

des illogismes ». La force de ce texte réside dans son exposé des refus passionnés des anarchistes d'accepter l'injustice structurelle. « *C'était, écrit-il, les plus féroces et*



les plus solides opposants au totalitarisme, qu'il soit de droite ou de gauche. »

L'anarchisme juif aux Etats-Unis

Dans un chapitre de 22 pages sur l'anarchisme juif aux Etats-Unis, il écrit sur la fin de l'année 1890, lorsque les anarchistes yiddish de New York et de Chicago avaient une large audience parmi les syndicats

de travailleurs et les familles immigrées. Un périodique yiddish, *Fraye Arbeter Shtime*, avait 20 000 abonnés. Son éditeur, Saul Yanovsky, écrivit un article « *Oyf der Vakh* » (« En alerte ») qui rejetait la violence marquant l'anarchisme des années 1880 et 1890. Avrich écrit : « *Pour la solution des problèmes sociaux, Yanovsky en arrivait à la conclusion que l'anarchisme avait besoin d'une approche plus constructive. Il en était arrivé à s'opposer au terrorisme de tout son être. Pour lui, l'anarchie était une philosophie de la dignité humaine, de la coopération, de l'amour, de la fraternité, pas des bombes.* » Au lieu de la violence et de la subversion (l'action directe du vieux anarchisme), le but, comme le croyait aussi Kropotkine, devait être « *la fondation d'écoles libertaires, l'encouragement aux syndicats de travailleurs, l'établissement d'organisations coopératives de tous types.* »

Le *Fraye Arbeter Shtime* cessa de paraître en 1977, après 87 années de publication, et fut le plus vieux journal yiddish du monde.

Avrich écrit que « *en défiant les conventions sociales et politiques qui prévalaient, ses lecteurs eurent un aperçu de ce monde plus libre auquel ils aspiraient si ardemment.* »

La projet d'Avrich est de prouver que l'anarchisme est plus qu'une simple opposition aux gouverne-

ments et aux lois qu'ils imposent. C'est un plaidoyer pour le droit individuel, guidé par une conscience avisée de construire son propre monde, libéré des règles autoritaires qui diraient quand, comment et pourquoi cette construction devrait avoir lieu. Une loi, des simples feux tricolores aux règles compliquées de l'économie, n'est rien d'autre que la façon qu'un gouvernement a de dire aux individus : « *Ceci est le bon chemin, obéissez !* ».

Kropotkine, Yanovsky et les autres disent « *Non ! Faites confiance à l'individu pour connaître le bon choix ou le chercher.* »

Contre cette pensée révolutionnaire, le Congrès américain a pris des mesures. Il a édicté une loi, en 1903, interdisant aux anarchistes de pénétrer sur le territoire américain. Les Etats-Unis des années 90 sont toujours interdits aux menaces plus récentes, de Ernesto Cardenal à Isabel Allende. Dans une lettre à Emma Goldman, Kropotkine décrivait une Amérique anxieuse qui « *jette ses libertés hypocrites par dessus bord et les met en pièce dès que le peuple utilise sa liberté pour combattre cette maudite société.* »

Colman Mac Carthy
« Washington Post », 1989,
paru dans le « Gardian Weekly »
du 19 février 1989
Article traduit par
Vincent Mérand (Béziers)

RADIO-LIBERTAIRE

Cassettes de Radio-Libertaire

DEPUIS que Radio-Libertaire existe, ses studios ont accueilli des centaines d'invités et des centaines de sujets ont été abordés au cours de ses différentes émissions. Radio-Libertaire a choisi d'éditer ou de rééditer certaines de ces émissions sous forme de cassettes ; en voici le détail :

- émission « L'invité quotidien », une série de cinq émissions avec Henri Laborit autour de autour de ses livres *L'Homme et la ville*, *La nouvelle grille*, *Eloge de la fuite*, *Copernic n'y a pas changé grand-chose* et *La colombe assassinée* ;
- émission « Paris au ras des pavés », avec Gérard Conte autour de Notre-Dame de Paris ;
- émission « A bâtons rompus », avec Alphonse Boudard (romancier), Denise François-Geiger (du centre d'argotologie de la Sorbonne) et Nigel Gauvin (éditeur) sur le thème : « L'argot va-t-il lâcher la rampe ? » ;
- émission « A bâtons rompus » avec Louis Sala-Molins à propos du Code Noir (éd. PUF) ;
- émission « Femmes libres », table ronde autour de May Picquerey, avec Madeleine Abrahamian, Bernard Baissat et Pierre Martial ;
- émission « H. comme hasard », « L'histoire de la merde » (mais que devient donc ce que nous mangeons ?) ;
- émission « Micro-climat », trois émissions d'information sur le nucléaire à propos d'Hiroshima-Nagasaki, avec Roger Belbeoch (physicien, membre du Groupe des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, GSIEN) ; « Le risque nucléaire », avec Roger Belbeoch ; « La catastrophe de Goiânia » (Brésil), avec Maria Jose Walter-Perrico, Wanderley Medeiros, Fernando Gabeira et Jadry de Andrade ;
- émission « L'invité du vendredi », « Le bicentenaire, pourquoi et comment ? », avec Michel Vovelle (historien) dans le cadre d'une série d'émissions sur

« La Révolution française, réflexions pour le futur » ;
• émission « Les courants d'arts s'envolent », « D'où vient l'œuvre d'art ? », avec la participation de J.-J. Bailly, G. Bignolais, A. Chabot, R. Perrot, C. Zeimert (plasticiens).

D'autres cassettes sont en cours d'édition :

- émission « L'invité du vendredi », « La Révolution française, acquis et débats », avec Yves Benot et Michael Soubbotnick (historiens), et « L'ère des révolutions et le XVIII^e siècle », avec Jacques Godechot. Thierry

Paquot et Elisabeth Guibert-Slediewsky (historiens) ;

- émission « Femmes libres » avec Rita Thalmann (présidente de la Fondation internationale des femmes, WIF), à propos des femmes et du fascisme ;
- émission « Femmes libres », « Paroles de Vietnamiennes » avec Mai-Thu-Vân (écrivain) ;
- « Contes anarchistes espagnols du début du siècle » ;
- émission « H. comme hasard » à propos de Lilith, la première femme.

Radio-Libertaire

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 27 avril

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invité Dassonval, un peintre génial qui expose du 2 mai au 8 juin (8, rue de Poissy).

Vendredi 28 avril

« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : l'omithologie (rediffusion).
« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : la vie politique et les luttes sociales pendant la Révolution française, modes de résistance et action politique ; avec comme invités, Arlette Farge, Georges Rude, Olivier Blanc.

Samedi 29 avril

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : actualité sociale, dossier Greenpeace.
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Otis Spann.

Dimanche 30 avril

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : pacifisme et libre-pensée, avec Maurice Laisant.
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : présentation du Festival de Ris-Orangis, qui aura lieu le 27 mai.
« Tribuna latino-américana » (18 h à 20 h) : Nicaragua et Chili.
« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : Lucien de Gietter ; un dessinateur des années 50, Max Roubinet.
« L'imaginaire » (21 h 30 à 22 h 30) : Evariste Galois révolutionnaire et géomètre (3^e partie).



Cette deuxième exposition-vente de soutien aura été un moment important dans la vie de Radio-Libertaire, 500 personnes étaient présentes le 1^{er} avril au CRIME pour le vernissage. Un passage continu de personnes venant soutenir leur station ou regarder cette exposition pas comme les autres, puisque le principe était que les artistes offraient une ou plusieurs œuvres pour soutenir Radio-Libertaire. Il n'y avait ni sélection sur la qualité picturale ni pour que cette exposition est une unité esthétique. Les différentes tendances de l'art contemporain étaient représentées. Outre le succès financier de cette exposition, nous avons renoué avec une tradition qui date du début du siècle, où le mouvement anarchiste était très lié aux créateurs.

Depuis la création de Radio-Libertaire, nous avons montré que des préoccupations communes animaient l'art et l'anarchie. Celles-ci furent débattues au cours des débats qui se sont déroulées pour clore cette exposition au Café de la Danse (70 à 100 personnes furent présentes à ceux-ci). Il n'y a pas eu de grandes remises en cause, mais des débats de fond qui sont toujours nécessaires. Ces débats seront édités à la rentrée. Merci encore à tous.

André ROBERT

SKINHEADS

Du hooliganisme à l'extrême droite

LES dramatiques événements dans un stade de football anglais, s'ils ne furent pas directement suscités par des supporters excités, nous rappellent fort à propos que la folie collective, loin d'être un phénomène isolé au seul sport, est quelquefois savamment entretenue. L'émergence du phénomène skin et de son cortège de violences ces dernières années, nous contraignent à analyser leurs activités, non plus en termes de délinquance, mais en termes politiques. L'influence de l'extrême droite est désormais totalement avérée dans le mouvement skin, beaucoup plus organisé qu'on ne le croit, avec ses structures, son idéologie et ses codes qui nous glacent le dos. L'article qui suit s'inspire d'une enquête parue dans le mensuel « Article 31 » (1) de décembre 1988 à avril 1989 (du n° 44 à 48).

A l'origine britanniques, ils sont désormais partout, en Belgique, en RFA, en Suisse, mais aussi en RDA où ils ont profané un cimetière juif et, bien sûr, en France : de Perpignan à Lille en passant par Paris, Reims ou Brest. Depuis 1985, jusqu'à la fin de l'année 1988, cinquante-huit agressions ont été recensées, et l'on compte trois morts. On ne peut pas dire que la police ait été particulièrement féroce dans la répression, comme elle a su souvent l'être à l'égard de militants souvent moins violents, et dont les délits étaient de porter le cheveu un peu long. Alors, sans parler de complicité objective à l'égard des skins, une certaine forme de mansuétude et de tolérance se fait jour dans certains commissariats.

La panoplie du skin est particulièrement réussie : blouson style « Bombers », « Doc Martens » (superbes écrase-merdes noires venues de Londres, avec côques métalliques aux extrémités), treillis. La main toujours prête à sortir de la poche pour balancer un salut nazi ou un coup de poing, on ne sais jamais, et bien évidemment ces petites bêtes-là ne se déplacent jamais seules. Lors d'une manifestation pour la Fête de Jeanne-d'Arc, ils se regroupèrent sous la bannière provocatrice « Les amis de Klaus Barbie », et on a même vu s'exhumer un pénible humour des pois-chiches quand ils ont réclamé

« Madelin paye ta cotise », en souvenir ému de l'époque où Madelin, dernièrement ministre de l'Industrie de Chirac, était l'un des chefs de file du GUD et d'Occident.

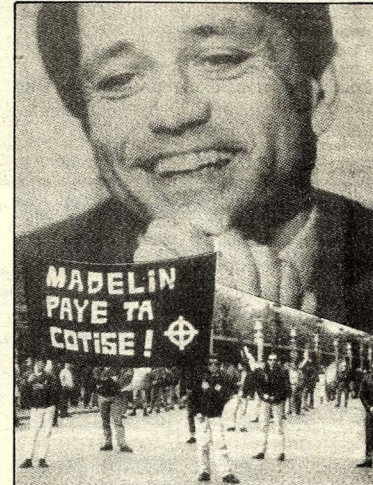
On retrouve dans divers mouvements, dont le MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire, composante avec le GUD de Troisième voie, de Jean-Gilles Malliarakis), l'Œuvre française de Pierre Sidos, des tentatives d'infiltration chez les skins. Là où se situe la subtilité, c'est que jamais, à aucun moment, aucun mouvement d'extrême droite n'osera signer les violences émailant, entre autres, les matchs de football.

Et la violence, ils adorent... A la fois physique et verbale, mais toujours gérante, le goût du baston et de la formule choc est caractéristique. Un journaliste de *New-look* (2), Gerhard Kromshroder, a rencontré un « hooligan » politique, fervent supporter de Paris-Saint-Germain : « Le Führer est revenu, rallumons les fous, déroulons les barbelés, préparons l'explosion du cyclone B. (...) Moi, Hitler, je l'ai dans la peau. Je

connais tous ses gestes, sa façon de parler, de bouger. Lui, au moins, il a su agir. (...) Il faut faire table rase avec les juifs. (...) Nous ne sommes pas un parti, mais un mouvement qui a des adhérents dans les plus hautes instances de la police. »

Au-delà de l'aspect sensationnel du reportage, force nous est de constater que l'ennemi est là et bien là, et que jamais l'image du rat dans la cave n'aura été aussi parlante. Il n'est qu'à lire — on n'est pas obligé quand même — *Bras tendu*, torchon néo-nazi de la région de Tours à côté duquel *Minute* ou *National-Hebdo* peuvent aisément assurer la comparaison avec *Nous Deux* et *Le guide Gault et Millau* : « Bras tendu veut aller plus loin : il est temps que le mouvement skin devienne un durverment (...). Car il est une vérité que certains préfèrent ne pas reconnaître : le mouvement skinhead, qu'il soit britannique, allemand, suédois, néerlandais, mais aussi français, est national-socialiste ». Les petits anges ont dans la foulée créé un groupe de musique, « Force d'Impact », dont les chansons sont

aussi subtiles qu'évocatrices : « Libérez Rudolf Hess », « Sois fier d'être Blanc », « Drapeau tricolore », etc. Et plus loin *Bras tendu* se proposera de passer un coup de tor-



chon dans le métro pour se débarrasser, disent-ils, des contrôleurs cégétistes, des chanteurs barbus rouges, des divers « Touche pas à mon pote » et, naturellement, des

négres, des Maghrébins, des Turcs et des Pakistanais.

C'est ainsi, à travers tous ces groupes dont Stanley Kubrick nous montrait une remarquable prophétie avec *Orange mécanique*, des Solidaristes, au MNR, au GUD, c'est toute une constellation néo-nazie qui se trouve mise en place. Quelle alternative devons-nous alors apporter à cette violence ? La bonne vieille technique « joue-droite, joue-gauche » a fait long feu depuis un bon moment, et les arguments paix, amour et joie dans les cœurs sont sans doute assez peu parlants à l'intellect des nuques rasées qui ne semblent comprendre que le subtil langage de la batte de base-ball en pleine gueule. Il est évident, cependant, qu'il ne faudra surtout pas leur laisser la rue. C'est une question de survie.

Emile VANHECKE

(1) Article 31, mensuel en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

(2) Numéro de septembre 1986.

L'EUROPE DE 1993

Capitiaux sans frontière

JACQUES DELORS, le grand chef des technocrates européens a présenté le projet d'union monétaire devant prolonger le « marché unique » des capitaux qui sera mis en place le 1^{er} juillet 1990. De son côté, Bérégovoy a lancé un emprunt en écus ouvert aux particuliers. Voilà qui fait chic et qui peut attirer des chalandes étrangers et des épargnants d'ici que le label « Europe » impressionne. Mais soyez tranquilles braves gens, ce n'est pas pour demain que l'écu en question remplacera nos bonnes vieilles monnaies nationales.

Pour que la monnaie européenne puisse voir le jour, il faudra mettre sur pied une banque centrale également européenne. Il y a bien trente ans qu'on en parle à Bruxelles. Mais ça coïncide, car chaque Etat devrait sacrifier une partie de sa souverai-

feuille) d'Albion penche plus souvent du côté de l'Amérique que du côté du continent. Bonn, qui détient pourtant une position dominante dans le système monétaire européen, n'est pas emballé, peut-être parce que le mark est un instrument encore plus sûr, plus efficace, sur le marché mondial, que l'écu.

Par ailleurs, il existe des contradictions à l'intérieur de chaque Etat où certains secteurs ont tout à gagner dans une intégration européenne, tandis que d'autres redoutent d'y perdre des plumes.

La grande prudence de Delors

Dans la France des années 50, les maîtres des forges d'alors étaient hostiles à la Communauté européenne du charbon et de l'acier,

monétaire, d'autres, au contraire, y poussent fortement. De grands groupes financiers et industriels se trouvent à l'étroit à l'intérieur des vieilles frontières et veulent les faire craquer. « L'acte unique » s'engage dans cette direction en permettant d'ici la fin de 1992 la libre circulation des personnes — donc de la main-d'œuvre —, des marchandises, celle des capitaux étant assurée dès 1990. Cependant, l'existence de taux d'intérêts différents, de taux de change fluctuants, pourrait provoquer d'énormes mouvements spéculatifs.

Selon Denis Clerc, directeur d'*Alternatives économiques*, il n'existe pas trente-six solutions : « Taux d'intérêt identiques et taux de change fixes ne peuvent être assurés que d'une seule manière : par la création d'une monnaie européenne à laquelle les différentes monnaies de la Communauté seraient liées par des rapports d'équivalence immuables. » (1)

C'est bien ce que doit penser Delors mais, compte tenu des résultats rencontrés, c'est avec une très grande prudence qu'il prévoit des étapes, dont la première se bornerait à renforcer la coordination des politiques monétaires.

Ce n'est que plus tard que viendrait à l'ordre du jour la constitution, selon l'idée de Jacques Delors, d'un système de banques centrales (et non d'une banque unique, car il s'agit de ménager les susceptibilités nationales). Ce système permettrait, par la suite, l'émission d'une monnaie européenne avec constitution d'un fond de réserve capable d'accorder des prêts aux entreprises. Les financiers et les industriels seraient ainsi dotés d'un instrument qui faciliterait leurs opérations, les déplacements de capitaux et présenterait l'avantage d'une grande stabilité puisque, nous l'avons déjà vu, les taux de change entre les monnaies nationales des Douze auraient été préalablement figés.

Cinq cent mille emplois

Comme le soulignait Denis Clerc dans *Le Monde diplomatique* de décembre 1988, l'Europe qu'on nous prépare sera surtout celle des « libertés sans frontières pour les détenteurs de capitaux ». Le bon peuple, lui, regarde approcher 1993 avec une certaine perplexité et un brin d'inquiétude. Il y a de quoi, car

« l'unification » de L'Europe signifiera à coup sûr de nouvelles concentrations financières et industrielles, de nouvelles restructurations donnant au capital européen des atouts supplémentaires dans l'affrontement avec ses concurrents d'Amérique et d'Asie. Une « étude serrée » de l'Institut syndical européen prévoit la perte de cinq cent mille emplois (2).

En attendant, le « marché unique » sert d'argument massue pour modérer les ardeurs revendicatives des salariés. Il nous faudra, n'est-ce pas, être compétitifs en 1993, date fatidique. Au même moment, et toujours au nom de la compétitivité, banquiers et patrons réclament des allègements de charges, des réductions d'impôts...

L'écu

L'écu — European Currency Unit — est une unité de compte avec laquelle les opérations dans l'Europe des Douze sont comptabilisées. Sa valeur est calculée chaque jour sur la base des cours de change des monnaies des pays adhérents. Chacune des monnaies est affectée d'un coefficient de pondération qui tient compte de son poids dans l'ensemble du « panier ». Actuellement, l'écu vaut environ 7,04 FF.

Pour notre part, nous ne pleurons pas — comme le fait le PCF — si les frontières s'estompent entre les pays de l'Europe occidentale. Nous remarquerons simplement que les capitalistes construisent — même si c'est avec des difficultés et des hésitations — leur « Internationale », ce que les prolétaires n'ont pas su faire jusqu'à présent. Ceux-ci auraient bien besoin, pourtant, de réunir leurs forces pour ne pas payer la note du « marché unique ». Mais les obstacles idéologiques, les préjugés nationalistes, risquent de subsister plus longtemps que les barrières douanières. Il n'existe pas de tâche plus urgente que de les faire sauter.

Sébastien BASSON

(1) *Le Monde diplomatique*, décembre 1988.
(2) *Idem*.

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Social : Premier Mai unitaire en province ? Abolissons les privilèges, Un Premier Mai dans le désordre, Editorial.
- PAGE 4, Les luttes : Corse, COMATEC, PTT : le pré-rapport Prévot, En Bref.
- PAGE 5, Social : Dérégulation et aviation civile, Objecteurs non payés.
- PAGE 6, Société : Squatts parisiens.
- PAGE 7, Société : Nom de Dieu !, Religion et libre pensée, Eugène Bizeau passe le relais.
- PAGE 8, Dans le monde : Nouvelle-Calédonie.
- PAGE 9, Informations internationales : Revue de presse, Espagne.
- PAGE 10, Histoire : La Révolution et les ouvriers.
- PAGE 11, Expressions : L'art pour Radio-Libertaire, Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Note de lecture.
- PAGE 12, Société : Skins et politique, Une monnaie européenne ?

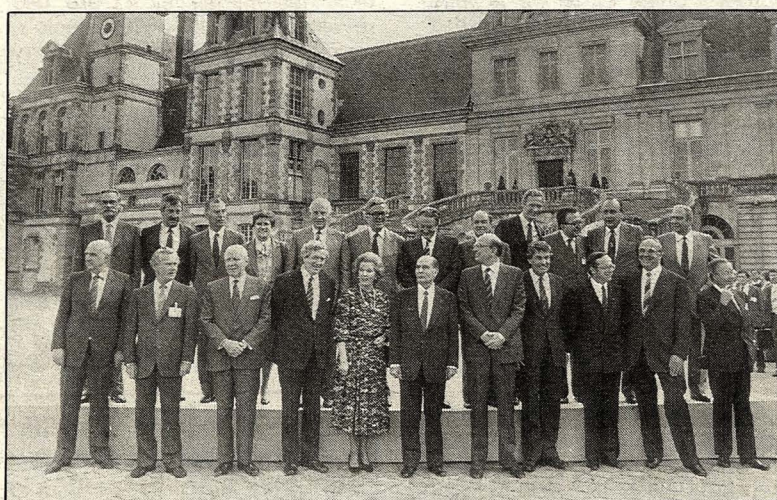


Photo de famille.

neté sur l'autel de l'écu. Et pas n'importe quel morceau, mais les prérogatives essentielles qui déterminent la politique économique d'un pays : contrôle de la masse monétaire, taux d'intérêt, taux de change par rapport au dollar et au yen.

Contradictions...

Marché unique, monnaie unique... En toute logique ce cheminement devrait même conduire, à plus ou moins long terme... à l'Etat unique. Nous sommes, bien sûr, très loin du compte, aucun Etat ne souhaitant se suicider. Londres, par exemple, repousse résolument toute idée de banque centrale européenne. D'ailleurs, le cœur (et le porte-

œuvre du chrétien-démocrate Robert Schuman. Ils se retrouvaient sur les mêmes positions que le PCF... Le gaullisme aussi, avec son discours nationaliste, a incarné cette hostilité d'une fraction de la bourgeoisie française, tandis que les centristes, et tout particulièrement les chrétiens-démocrates (MRP dans le temps, CDS aujourd'hui) se montraient super-européens. Les mêmes clivages existent à notre époque quoi que plus discrets. Derrière les mots de l'idéologie, ne l'oublions pas, se dissimulent toujours les vulgaires intérêts sonnants et trébuchants des groupes rivaux.

Si des forces non négligeables s'opposent toujours, et s'opposent encore longtemps, à une complète unification économique et